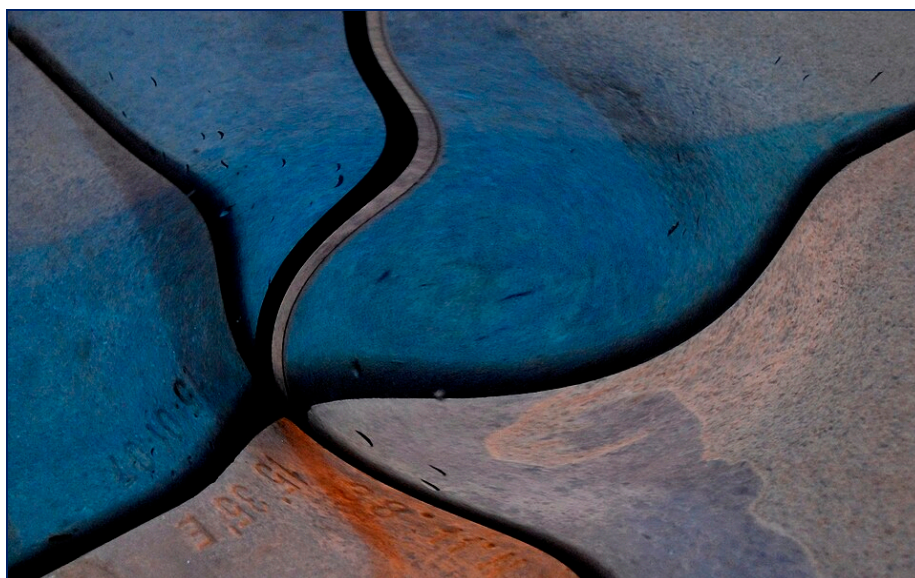


Pierre Klein

La démocratie à l'épreuve des crises et des mutations, politiques et de la société

Crise politique, crise de régime, impossibles réformes ?

Mutations de la société



**Une contribution de l'initiative citoyenne alsacienne
au débat politique**



L'ICA (initiative citoyenne alsacienne) est un club de réflexion qui inscrit sa philosophie politique dans les principes d'union dans la diversité et du postnationalisme. Son régionalisme est libéral démocratique et exclut tout ethno-nationalisme. Son européenisme est fédéraliste. Elle réunit plusieurs centaines de membres, parmi lesquels bon nombre d'élus, et est suivie par un grand nombre de sympathisants

En plus de 15 ans d'existence, l'ICA a réalisé un énorme travail au niveau de la production d'une culture autour du sujet de la problématique politique, linguistique et culturelle alsacienne et de sa diffusion sous forme de réunions publiques, de livres et brochures ou sur le Net. Site : www.ica.alsace/

L'Alsace est à venir ! L'Alsace est à obtenir ! L'Alsace est l'avenir de l'Alsace !

L'Alsace se trouve à la croisée des chemins. Soit elle disposera à l'avenir des pouvoirs et des moyens lui permettant de définir et de gérer ce qui lui est propre, tout en définissant et gérant avec d'autres ce qui est commun, soit elle disparaîtra dans les oubliettes de l'histoire, alignée qu'elle serait sur l'uniformité jacobine qui se veut d'unir les mêmes et non les différents et qui, ce faisant crée des « territoires » neutres d'histoire, sans identité, sans réel pouvoir et ayant tous les mêmes propriétés ou presque.



Sommaire

Page

Crise politique, crise de régime, impossibles réformes ?

- Crise	5
- Système politique	6
- Compromis, compromission, concordance, consensus, collégialité	8
- Importance et rénovation du mode de scrutin	9
- Démocratie délibérative et participative	10
- Responsabilité des partis politiques	11
- Régionalisation	11

Mutations de la société

Première partie

- Postmodernité	14
- La désintégration	15
- Individualisme, individualisation	15
- Esthétisation	15
- Hédonisme	16
- Déculturation	16
-Déclassement social	16
- Nouvelle pauvreté	17
- Le marché	17
- La globalisation	17
- Désenchantement et remise en question du politique	18
- Les médias	20
- La fin de la société ?	21

Deuxième partie

- Le sentiment anhistorique	21
- La laïcité	21
- La crise du lien social	22
- Le déclin de la presse d'opinion	22
- Défis posés aux médias audiovisuels	23
- Médias et discours politique	23
- Alliance inquiétante entre médias et algorithmes	24
- Les médias numériques	24
- L'IA	25
- Égalité versus égalitarisme	26
- Intégration versus insertion et assimilation	26
- Lien social et enseignement de l'histoire	28
- La polarisation politique	28
- Wokisme versus anti-wokisme	29

- Dégradation culturelle	30
- L'autoritarisme libertaire	31
- L'antilibéralisme	32
- Autres éléments ou facteurs constitutifs d'une société en mutation ou de la crise, soit qu'ils provoquent ces dernières, soit qu'ils en soient une conséquence	33
- Sortir de la crise ³³	
- L'Europe pour sauver la démocratie ? L'Europe pour sauver les démocraties européennes ?	34

Crise politique¹, crise de régime,² impossibles réformes ?

La France est pétrie de défiance !

Plan

Crises-Système politique (*Centralisme, Présidentialisme, Instabilité des structures et coût du mode de gouvernance*)-**Compromis, compromission, concordance, consensus, collégialité-Importance et rénovation du mode de scrutin-Démocratie délibérative et participative-Responsabilité des partis politiques-Régionalisation**

Crises

La crise qui s'est installée en France depuis quelque temps déjà est principalement engendrée par l'inadéquation de nos institutions à la réalité politique du pays et caractérisée par une césure d'une société à deux niveaux très différenciés. D'un côté se trouve un cercle d'influence lié à l'élite financièrement privilégiée et un peu moralisateur, représentant un quart de la société française. De l'autre côté se trouvent les trois quarts restants de la société, qui se sentent globalement exclus³. Cette exclusion qui émane des élites engendre à son tour un rejet par la classe inférieure de ceux qui les gouvernent et les considèrent de haut.

Cet état de fait contribue tantôt à l'engagement dans les extrêmes, tantôt à un recentrage sur soi-même, selon la logique : le monde ne porte pas d'attention à ma personne, je n'éprouve plus d'intérêt pour ce monde. Ce retrait, qui devient un esseulement dans la masse, amène facilement l'individu à ne plus penser qu'à ses propres droits, à ne mesurer la valeur des choses qu'à son unique avantage ou à se décharger sur le groupe, voire à basculer dans l'asociabilité et dans la révolte.

Un troisième phénomène tient de la mise à distance, nous l'avons vu, de ceux qui décident par rapport à ceux qui subissent. Les liens entre le pouvoir et la classe politique d'une part, et la société civile d'autre part, se sont beaucoup distendus. Or, la proximité constitue la variable fondamentale de la société. La mise à distance en constitue un vrai dissolvant.

Une quatrième réalité tient du microcosme parisien qui réunit une cinquantaine de personnalités du monde politique, économique et médiatique sur une cinquantaine d'hectares qui vit grandement dans un monde clos, dans l'entre-soi, ignorant à peu près tout de la diversité française ou la méprisant et qui se perçoit comme le point de référence, comme le modèle. Son poids est écrasant. Mais, la société française ne se résume ni à ces 50 hectares ni à la haute société parisienne, souvent qualifiée de « paristocratie ».

L'expérience vécue par la majorité des citoyens dans le pays diffère considérablement de celle de ceux qui nous gouvernent, nous interrogent ou nous informent. Sur ce dernier point, le poids du parisianisme des médias est particulièrement évident et la capture des grands médias

¹ En premier lieu, une crise du présidentialisme. Tout part d'une ambiguïté sur la nature même du régime. Cette ambiguïté est née de la superposition, sur le texte constitutionnel de 1958 qui confère au Premier ministre la direction de l'action du gouvernement, de la révision constitutionnelle de 1962 instaurant l'élection du président au suffrage universel.

² Il s'agit, en réalité, d'une contestation de manières d'agir en politique, devenues inacceptables.

³ Une bonne partie de la gauche au pouvoir en était et elle a délaissé la question sociale au profit du sociétal pour faire court.

par les « oligarques » parisiens ne l'est pas moins. Par leur intermédiaire, les Français ont de la société une vision très particulière, mais la société française n'est pas cette société-là.

Système politique

L'État-nation, un modèle porteur d'entropie, d'emprise et de mise à distance

a) Centralisme

La France est un État central par excellence. Le centralisme français est avant tout. Le gouvernement, l'administration, la législation et la justice ont leur centre à Paris. C'est ici que les organes de l'État décident de ses missions et programmes et établissent les procédures de leur exécution et de leur contrôle à appliquer avec l'aide d'un personnel qualifié. Partout où des biens et des services publics sont fournis, qu'il s'agisse de l'aménagement du territoire et de la politique d'infrastructure, de la sécurité et de la santé publiques, ou des écoles, des universités et de la recherche, les instances parisiennes sont omniprésentes. L'économie, elle aussi, malgré son orientation vers le marché, est soumise à l'interventionnisme de l'État central. Jadis, c'était au travers de plans pluriannuels. Aujourd'hui, il agit notamment par l'intermédiaire de subventions publiques. Mais ce n'est pas tout. Paris reste le lieu des monuments et des grands événements nationaux. En tant que métropole culturelle, elle s'élève au-dessus de la « province », aujourd'hui appelée « Territoires ». Bref, en dehors de Paris, point de salut !

En moins de 200 ans, la France connaîtra 16 Constitutions ou régimes différents, avec cependant deux constantes, la non-séparation effective horizontale et verticale des pouvoirs, la prééminence de l'État sur la société et la politique. Le consensus dont ce système a besoin naît largement de l'action des institutions et de la classe dominante. Le système joue, lui-même, un rôle dans la production d'attitudes et de comportements nécessaires à son maintien. Les éléments du consensus sont fabriqués, inculqués et consolidés par la pression qu'exercent, de haut en bas, les pratiques institutionnelles et dirigeantes. L'orientation est déterminée non par l'espace public, mais par les mécanismes structurels. Le système se consolide par l'atomisation des individus qui, privés de corps intermédiaires, ne peuvent qu'en appeler à lui dans la subordination et la quémande.

Tout en opérant des avancées considérables en matière de droits, de libertés et de progrès social, la France sera tour à tour, et tantôt simultanément, centraliste, hiérarchique, colbertiste, césaropapiste, assimilationniste, nationaliste et moniste. Et jamais elle n'envisagera une véritable prise en compte du fait régional. Au contraire, elle la rendra impossible ; les collectivités territoriales ne constituant, pour le mieux, que des modalités d'organisation administrative, même si des ouvertures ont été obtenues dans le cadre de la décentralisation et de la déconcentration. Décentraliser et déconcentrer ne reviennent pas à régionaliser.

Les raisons en sont multiples et variées : préexistence de l'État à la nation, reconduction et aggravation du centralisme politique et de la concentration administrative de l'Ancien Régime et non établissement de corps intermédiaires par les régimes successifs. S'y ajoutent le triomphe de l'individualisme, la crispation sur l'homogénéité du bien commun, la mythification de l'unicité de la volonté populaire, la confusion totale entre l'État et la nation, l'égalitarisme, c'est-à-dire la passion pour la similitude, ainsi que la réduction de la France à Paris. Toute l'histoire du fait français, c'est l'histoire de l'omnipotence d'un État-nation qui se nourrit des réalités et des attentes qu'il s'emploie à faire naître.

Toutes ces données se sont fortement ancrées dans la conscience et la culture politique des Français à la faveur de la construction de l'identité nationale et d'une socialisation indifférenciée, notamment scolaire, faisant naître, certes, fierté nationale et sentiment patriotique, mais aussi acceptation et reproduction du modèle. Avec le temps, ces données se sont cristallisées en traditions et en habits. Au point que, malgré de nombreuses et récurrentes critiques, le système n'est pas, n'a jamais été, fondamentalement remis en question par les Français. S'ils se sont toujours tournés aussi facilement vers la solution centraliste, c'est que l'histoire et la centralisation elle-même les ont forgés ainsi, non sans développer des stratégies d'évitement et de surcompensation. Sans doute ignorent-ils, ou leur cache-t-on que le centralisme a un coût très élevé, en comparaison des systèmes fortement décentralisés ou fédéralisés de nos voisins ?

Pour les régions, tout en gagnant la participation à une grande culture, ces données se sont aussi traduites par une certaine entropie culturelle, par un certain étouffement des initiatives et des potentialités. La sous-estimation de la permanence du besoin de solidarité et d'appartenance de proximité a également contribué à l'affaiblissement du lien social. La France a perdu de vue ou n'a jamais su que la légitimation de l'État et son efficacité pouvaient aussi résulter du partage du pouvoir, de son rapprochement avec ceux qui le subissent et de la participation que ce partage génère.

b) Présidentialisme

On a dit tout ce qu'on pouvait dire sur le monarchisme républicain, sur ses avantages et surtout sur ses inconvénients. En 2025, nous pouvons reprendre des propos tenus par Jean-François Revel en 1992 sans enlever une virgule. Il évoquait alors un « paradoxal mariage » alliant « l'abus de pouvoir et l'impotence à gouverner, l'arbitraire et l'indécision, l'omnipotence et l'impotence..., l'État républicain et le favoritisme monarchique, l'universalité des attributions et la pauvreté des résultats, la durée et l'inefficacité, l'échec et l'arrogance, l'impopularité et le contentement de soi »⁴. Le présidentielisme français présente tous les travers du centralisme. Il les accentue. De plus, il infantilise les citoyens autant que les collectivités, leur faisant comprendre, in fine, que, de toute façon, tout procède de son autorité suprême et qu'au fond, ils n'ont pas trop à se prendre en main.

c) Instabilité des structures et coût du mode de gouvernance

De gouvernement en gouvernement, chacun y va de sa réforme, mais jamais les choses ne sont faites en profondeur par crainte toujours que le centre n'y laisse des plumes. La défiance, toujours, est à l'œuvre. Et, c'est toujours un donnant-prenant.

La France, qui s'est construite comme un empire par agglomération successive, autour du centre historique parisien, de provinces dont le liant a été l'administration, a le centralisme dans son ADN, cela explique qu'elle soit encore aujourd'hui un pays plus administré que gouverné, car gouverner c'est partager le pouvoir. Le domaine régalien, c'est-à-dire celui qui appartient à l'État, est en France très vaste, sinon général : la défense, la politique étrangère, la monnaie, la justice, l'éducation, la police, la santé, le social, la fiscalité, l'énergie, l'économie... En contrepartie, les régions françaises ne sont au fond que des chargées de mission de l'État qui leur confie des choses à exécuter pour son compte et avec l'argent qu'il leur confie pour cela.

⁴ Revel Jean-François, L'absolutisme inefficace ou contre le présidentielisme à la française, Plon, 1992.

Ce mode de gouvernance nous coûte très cher en pertes de créativité et en pertes financières, et contribue amplement au fait que la France a le niveau de dépenses publiques par rapport au PIB le plus élevé d'Europe, sans pour autant que cela se traduise par un niveau de bien-être collectif inégalé. Il est donc grandement nécessaire de procéder à des réformes, sauf si l'on veut, coûte que coûte, perpétuer un système issu de la centralisation monarchique et du raidissement révolutionnaire, et continuer de faire preuve d'aveuglement ou d'un fatalisme.

On parle beaucoup du millefeuille français. En fait, il y a en France deux séries de millefeuilles, celui des collectivités et celui de l'État et de son administration avec deux séries de fonctionnaires. Un total embrouillamini qui génère un gâchis d'énergie et de moyens financiers. À cela s'ajoute un parisianisme prégnant. Chaque année, le ministère de la Culture dépense 139 euros par Francilien contre... 15 pour l'habitant d'une autre région, un rapport de un à neuf au profit de l'Île-de-France ! Ce parisianisme est non seulement structurel, il prétend donner le ton.

Compromis, compromission, concordance, consensus, collégialité

La démocratie requiert des citoyens capables d'entendre un raisonnement sans en extraire uniquement, ce qui conforte leur propre conviction.

Les électeurs français ont décidé de placer l'Assemblée nationale dans une situation où la majorité échappe au président, une première dans l'histoire de la Ve République. Le Premier ministre se voit désormais dans l'obligation de rechercher des voix, ici ou là, en fonction des textes qu'il souhaite faire adopter. Le système politique français n'est pas préparé à cette réalité. Alliances improbables, blocage ou compromis ? La vie politique française doit se réorganiser. Cela ne se fera pas aisément. Mais il devra se faire quand même.

Alors même que le président ne dispose à l'Assemblée nationale que d'une majorité relative, cela aurait dû nous inciter, en particulier les politiciens, à adopter une culture de la négociation, du compromis, voire même de la coalition. Au lieu de cela, nous assistons à des affrontements constants, à des recours au 49.3, à des insultes et à des bannissements. Ce spectacle est non seulement déplorable, mais également très durement critiqué par l'opinion publique. Un aggiornamento s'impose, sauf à vouloir persévérer dans l'erreur !

La France n'est en aucun cas irréformable, tout comme n'importe quel autre pays européen. Il est vrai qu'elle est plus tendue, avec une capacité moins manifeste à créer du lien social et à établir une direction claire. Les citoyens sont fatigués que ce qui est désigné comme réforme soit trop souvent un prétexte pour éviter de s'attaquer aux véritables enjeux qui les préoccupent.

Dans un pays où les contradictions sont omniprésentes, il est temps d'introduire le compromis et de sortir de cette inclination, qui marque le débat public français, à percevoir le compromis comme une forme de trahison, comme si la véritable victoire résidait dans l'imposition de toutes ses convictions à l'adversaire.

Perçu comme une éthique du renoncement, voire de la faiblesse, de la lâcheté même, le compromis est en réalité tout le contraire : une vertu démocratique, un acte d'affirmation, de connexion et d'ouverture à autrui. Le temps est venu d'adopter cette approche axée sur le dialogue, les alliances et une vision à long terme pour gouverner.

Le compromis est le passage obligé pour trouver des solutions consensuelles. Il émerge d'une culture du dialogue. Il revient à celle-ci de constituer le fondement du système politique en ce qu'elle empêche que les intérêts individuels prévalent sur le bien commun et qu'elle favorise l'émergence de compromis.

Né d'un dialogue constructif où les opinions s'opposent pour trouver la solution la plus appropriée, le compromis ne connaît ni vainqueur ni vaincu, mais aboutit à une discussion dont la conclusion prend en compte les besoins de chacun. La culture du dialogue axée sur le compromis revêt une importance capitale. Elle permet d'intégrer les idées et propositions de toutes les parties prenantes, aboutissant ainsi à une solution qui bénéficie de l'adhésion de tous. L'acceptance est gage d'efficience.

Si les décisions politiques peuvent être adoptées de manière autoritaire (un individu prend la décision), la méthode du consensus représente la forme de discussion et de décision la plus démocratique. Elle est essentielle et nécessite l'engagement, la volonté et la bonne foi de tous.

Si la méthode du consensus est la plus démocratique, elle sous-tend une démocratie de la concordance⁵, expression qui nous vient de Suisse⁶. La concordance naît de la rencontre de la reconnaissance obtenue et de la reconnaissance accordée. La concordance nécessite une représentation proportionnelle des différents partis au sein des institutions de l'État, favorisant l'intégration des forces politiques, évitant les conflits et cherchant des solutions négociées aux enjeux. La démocratie de concordance se distingue en cela nettement de la démocratie de concurrence, qui caractérise la majorité des systèmes démocratiques à travers le monde et qui est une démocratie de la rivalité.

Un gouvernement basé sur la concordance est plus apte à représenter les multiples composantes de la nation. Il est également mieux placé pour rassembler de larges majorités, ce qui est essentiel pour faire passer des réformes et les faire accepter⁷. De ce système découle le principe de collégialité par lequel le pouvoir se présente de manière unie pour soutenir les décisions prises collectivement par ses membres. Il évite la tendance de toute organisation à sécréter une élite oligarchique (loi d'airain) en ce qu'il prend en compte les différences et les similitudes qui influencent les interactions entre « pairs », favorise à la fois la quête de consensus et l'efficacité des actions.

Importance et rénovation du mode de scrutin

Le choix du mode de scrutin n'est pas sans effet sur la vie politique.

Les élections de 2024 ont ouvert une période marquée par l'instabilité gouvernementale. Le présidentielisme est apparu en crise tandis que le Parlement pouvait retrouver le pouvoir de former des coalitions gouvernementales. Pourtant, au lieu de s'adapter à cette nouvelle donne, le grand retour du Parlement, et de profiter de l'opportunité nouvelle pour repenser leurs systèmes d'alliances en donnant la priorité à la formation de coalitions gouvernementales, les

⁵ La concordance naît de la rencontre de la reconnaissance obtenue et de la reconnaissance accordée.

⁶ *Die Konkordanzdemokratie*.

⁷ Cela s'applique particulièrement à la répartition des fonctions politiques et des postes de direction dans l'administration, l'armée et la justice, où le principe de concordance assure une représentation proportionnelle des partis en fonction de leur influence dans la sphère publique.

partis de gouvernements ont continué à rêver au retour d'une bipolarisation. Dans ce contexte de crise politique actuelle, la situation perdure.

Il est devenu nécessaire d'adopter une vision à long terme pour la gouvernance, où les compromis et les négociations deviennent prioritaires. Par ailleurs, une restauration de l'éthique et des responsabilités politiques est cruciale. L'adoption d'un scrutin proportionnel pourrait engendrer une transformation bénéfique du paysage politique, favorisant des compromis et un meilleur équilibre des pouvoirs. Ces compromis, nécessaires pour aboutir à un gouvernement stable, sont considérés comme normaux dans l'opinion publique, et non pas comme des compromissions ou des trahisons de la volonté des citoyens. En permettant une représentation plus équitable, ce système pourrait aussi revitaliser l'intérêt des citoyens pour la participation électorale. La proportionnelle pourrait engendrer un climat politique où les compromis sont valorisés, à l'instar de certains pays européens. Par contre, les partis de gouvernement perdraient de leur pouvoir de contrôle sur les élus...

Démocratie délibérative et participative

La démocratie se développe dans ce qui relie, malgré le désaccord.

La France vit une période de profondes incertitudes. Son régime politique est loin d'être apaisé. Osera-t-elle entreprendre cette «révolution douce» qu'elle aurait dû entreprendre depuis si longtemps et qui conduirait à construire ce concept globalisant «d'unité dans la diversité». La politique, c'est la force des choses... et la chose, c'est la démocratie qui reste à parfaire. Elle s'impose à la pensée de toute personne qui exerce un pouvoir, soit, en démocratie, à chacun, mais ce n'est pas le cas de tous.

D'où l'importance de pratiquer aussi la politique sans les politiciens. Nous devons nous éloigner de la conception selon laquelle la démocratie se résume à une question d'élus, avec à sa tête un leader charismatique. Cela implique de découvrir de nouvelles manières d'exercer la démocratie, qui ne peut se restreindre à appeler l'électeur tous les cinq ou six ans. La démocratie par délégation est désormais, pour de multiples raisons, dépassée (niveau d'éducation, influence des réseaux sociaux et information permanente...). Les citoyens ne s'y reconnaissent plus et réclament un modèle plus sophistiqué au travers de structures délibératives et participatives.

Il convient de substituer la délibération et la participation au fait accompli et d'en faire un principe de démocratie. C'est sur le débat que doivent reposer les décisions. La décision doit résulter d'un mode discursif de la formation de la volonté politique, c'est-à-dire qu'elle doit être le fruit d'une argumentation effectuée dans le but d'obtenir un consensus acceptable par tous au travers du dialogue.

Ce dialogue idéal est basé sur l'intersubjectivité⁸, l'intercompréhension et leur interaction ou la raison communicationnelle. C'est la coopération entre des opinions différentes et des intérêts divergents qui permet de dégager une homogénéité de l'hétérogène, c'est-à-dire un consensus. Chacun doit pouvoir présenter son argumentation et reconnaître les arguments alternatifs et être en mesure de les faire siens, c'est-à-dire d'accepter les normes et les règles. Ce qui nécessite une éducation à l'empathie.

⁸ Capacité de prendre en considération la pensée d'autrui dans son propre jugement.

Cet « agir communicationnel », fondé sur une « éthique de la discussion ou des règles permettant de produire des normes et de justifier les décisions et conceptualisé par Jürgen Habermas et Karl Otto Apel, doit pouvoir s'inscrire dans un espace public le plus étendu possible. Il implique que les instances s'ouvrent largement aux instances délibératives ou de formation de l'opinion. Le peuple doit être le véritable porteur de la politique, même s'il ne décide pas directement, un peuple participant, délibérant et permanent et pas uniquement votant, râlant et intermittent.

**L'accomplissement de l'individu passe par celui d'autrui.
L'accomplissement de l'union passe par celui de la diversité.
L'accomplissement de la démocratie politique passe par
celui de la démocratie délibérative et participative**

Responsabilité des partis politiques

Crise politique, un sens des responsabilités qui s'égare

Il paraît évident que persiste une certaine incapacité des « partis de gouvernements » à reconnaître les changements majeurs dans la politique française, notamment la fin de la bipolarisation et la crise du présidentielisme. La crise politique, qui est aussi une crise morale, soulève des questions cruciales pour l'avenir de la démocratie française. Elle trouve notamment son origine dans une certaine incapacité des partis à s'adapter aux réalités parlementaires modernes. Une évolution vers un système plus inclusif et éthique serait essentielle pour répondre aux défis contemporains et restaurer la confiance du public envers leurs dirigeants.

Si un changement de mode de scrutin en faveur de la proportionnelle doit permettre une meilleure représentativité et faciliter les coalitions, les partis traditionnels doivent alors repenser leurs stratégies et passer d'une approche centrée sur le présidentielisme à une dynamique parlementaire collaborative. Par ailleurs, face à une défiance des citoyens de la classe politique avec le risque que cela se mue en désengagement démocratique, une restauration de l'éthique et des responsabilités politiques est cruciale. Ne doutons pas que cela changerait d'une part le discours politique actuel et d'autre part encouragerait un comportement plus responsable de la part des élus, favorisant des alliances constructives et une approche orientée vers le bien-être commun.

Régionalisation

**Le régionalisme est un excellent cadre critique pour penser
les dérives de notre système politique.**

La France se compose actuellement de 18 régions, 101 départements, 1254 établissements publics de coopération intercommunale (EPCI), 21 métropoles et 34 935 communes⁹. Cela représente presque la moitié du total des collectivités territoriales des 27 États membres de l'Union européenne. De réforme en réforme, sans aller au bout des choses, ajoutant à chaque fois un nouveau niveau, une structure en strates s'est formée entre l'État et les collectivités locales. Cette organisation, souvent qualifiée de « millefeuille administratif », représente une caractéristique du système de gouvernance français, peu enviée par d'autres pays. D'ajout en

⁹ Au même moment, l'Allemagne en compte 10 993, l'Espagne 8131 et l'Italie 7904.

ajout, cela s'est évidemment traduit par une hausse importante des finances publiques locales, une hausse à laquelle s'ajoute une autre engendrée par une certaine inefficacité de l'organisation administrative locale, caractérisée par un enchevêtrement et un manque de clarté des compétences entre les divers niveaux d'administration¹⁰.

Les recherches menées par Boris Ravignon¹¹ et présentées dans son rapport « Millefeuille administratif et Suradministration »¹² soulignent la complexité des responsabilités et des compétences entre l'État et les collectivités, ainsi qu'entre les différentes collectivités elles-mêmes. Cette situation engendre un coût évalué à 7,5 milliards d'euros. Ce montant concerne le millefeuille, c'est-à-dire l'ensemble des niveaux de collectivités, et résulte principalement des besoins de coordination entre les acteurs territoriaux, en raison de l'imbrication des compétences. De surcroît, il comprend les coûts liés aux financements croisés, qui engendrent une complexité tant pour les bénéficiaires que pour les collectivités.

En ce qui concerne la « suradministration »¹³ française, le coût supplémentaire est évalué à 54 milliards d'euros. En examinant les données de l'OCDE sur le coût annuel de production des services publics dans les pays membres, il apparaît que la France présente un coût de production en pourcentage du PIB relativement élevé : 29,1 % en 2023, tandis que la moyenne des pays de l'OCDE s'établit à 22,4 %. L'écart est donc de 6,7 % du PIB, ce qui équivaut à 54 milliards d'euros¹⁴. On est tenté de conclure qu'avec un mode de gouvernance structuré différemment, il serait possible de combler le déficit qui s'élève à 5,5 % du PIB. ¹⁵ Il nous semble que la démonstration est faite de la nécessité d'une clarification de la répartition des compétences entre l'État et les Collectivités, comme le propose le nouveau Premier ministre Sébastien Lecornu.

En rejetant le centralisme, on pourrait insuffler une nouvelle vitalité à la démocratie, qui consiste à unir le tout et les parties, et ainsi restaurer la confiance. Respect accordé et confiance obtenue sont interdépendants. Rompre avec le centralisme serait rompre avec un mode de gouvernance amplement hors sol qui, au travers de sa verticalité, de son éloignement des réalités de terrain et de sa mise à distance des individus et des collectivités, contribue à

¹⁰ À titre d'exemple, on trouve une compétence culturelle au niveau de la région, du département et de la commune, sans oublier la direction culturelle au niveau de la préfecture de région, ainsi qu'une unité départementale de la direction régionale des affaires culturelles. Un second millefeuille ?

¹¹ Que l'on trouve sur le site du ministère de l'Économie et des Finances et du ministère du Budget : <https://presse.economie.gouv.fr/rapport-de-boris-ravignon-sur-le-cout-du-millefeuille-administratif/>

¹² file:///C:/Users/Pierre/Downloads/1900 - Synthese du rapport de Boris Ravignon.pdf

¹³ Pratique excessive d'intervention de l'administration dans divers domaines, allant au-delà du nécessaire ou de l'efficace (<https://www.lalanguefrancaise.com/dictionnaire/definition/suradministration>).

¹⁴ En comparaison, l'Allemagne affiche un taux de 25,9 %, ce qui représente un écart de 3,2 %, soit 26 milliards d'euros.

¹⁵ Comparaisons particulières avec des pays fédéralistes (Allemagne et Suisse), non que le fédéralisme explique tout, mais convenons qu'il agit positivement sur les indicateurs : PIB : Suisse 94 989 € par habitant, Allemagne 43 324 €, France 37 996 €. ; Chômage : Suisse 2 % du total de l'emploi, Allemagne 6 %, France 7.4 % ; Dette publique : Suisse : 17,8 % du PIB, Allemagne 63,4 % France 110.6 %. ; Déficit public : Suisse : 0,8 % du PIB Allemagne 2,5 %, France - 5,5 %. ; Balance commerciale : Allemagne + 22,3 Md€, Suisse + 0,50 Md€, France - 5,47 Md€. ; Dépenses des administrations publiques : Suisse 30 584 € par habitant, Allemagne 23 645 €, France : 23 619 €. ; Prélèvements obligatoires : Allemagne : 39 du PIB, Suisse : 39,60 %, France 43.5 %. ; Nombre de fonctionnaires : Suisse 11 % du total de l'emploi, Allemagne : 11 %, France 21 %. ; Coûts de production des administrations publiques : Suisse 15,9 % du PIB, Allemagne 25.9 %, France 29.1 %n ; Coût de l'enseignement public : Allemagne 4,54 % du PIB, Suisse 5.61 %, France 6.8 %.. Dans ces dix cas de figure, la France est en dernière position (Chiffres 2024).

amplifier dépenses et déficits. Si la France était fortement régionalisée, ne doutons pas des gains que cela produirait. Dans son récent rapport, la Cour des comptes, elle-même, pointait le coût de la centralisation¹⁶ ?

Les institutions décentralisées sont plus à même de réagir avec davantage de rapidité et de précision à des situations nouvelles que les structures centralisées, lesquelles, on le sait, sont moins réactives et prennent souvent des mesures qui ne répondent pas à des besoins avérés. Dans un système fortement régionalisé, la recherche de solutions se fait au plus près du citoyen, ce qui permet de contrôler plus efficacement la politique, mais aussi les finances publiques.

De plus, une forte décentralisation permet de parer dans une large mesure au problème de l'enchevêtrement des compétences grâce à la séparation verticale des pouvoirs qu'elle assure. Elle instaure un mécanisme perfectionné de « checks and balances », de poids et contrepoids, entre le centre et les collectivités territoriales, et remplit une autre fonction essentielle, qui est de favoriser la concurrence entre les régions, source de créativité, d'émulation et d'innovation. Enfin, une vraie régionalisation assure à la fois une protection des cultures et des identités régionales et permet aux régions de façonner leur cadre de vie de manière à préserver leurs particularités. La culture est à la base de tout et pas seulement la culture économique ou technique, et, lorsqu'elle est double, nationale et régionale, elle en dédouble les impacts. C'est donc aussi par l'ancrage des régions, dans leur réalité géographique, historique et culturelle que l'on trouvera un nouvel élan.

Tout cela implique évidemment que les régions françaises seraient à doter de pouvoirs et de moyens bien supérieurs à ceux dont elles disposent actuellement. Et pour bien faire, ces pouvoirs et ces moyens devraient être adaptés aux situations régionales au cas par cas. Le dynamisme des hommes et des sociétés est directement conditionné par leur sentiment d'identité. La reconnaissance de la diversité constitue un puissant moteur de développement pour les individus et les sociétés, en ce qu'elle donne le goût de se distinguer et les forces pour y parvenir.

Le fédéralisme, le régionalisme, la confédération et la dévolution partagent plusieurs caractéristiques essentielles :

- ils visent à limiter le pouvoir central en répartissant les compétences sur divers niveaux, ce qui implique une séparation verticale des pouvoirs. Cela permet d'avoir plusieurs niveaux de participation et d'influences politiques, ainsi que différentes méthodes et voies pour réaliser les tâches politiques, favorisant ainsi l'apprentissage et la concurrence.
- ils garantissent également la préservation des identités qui composent l'identité centrale, permettant ainsi une intégration et une unité malgré la diversité des éléments constitutifs.

Nous reconnaissons certains inconvénients, tels que l'absence d'uniformité, la complexité qui rend difficile pour le citoyen de comprendre le système dans son ensemble, l'aspect chronophage des négociations indispensables entre les différents centres de décision et les litiges qui peuvent naître entre les différentes collectivités lorsque plusieurs tentent d'obtenir la même chose de différentes manières. Comparés aux inconvénients, les avantages l'emportent de manière très significative du point de vue, économique, culturel, social et sociétal, et du vivre ensemble.

¹⁶ Cf. DNA du 7 juillet 2023.

Mutations de la société¹⁷

« E pur si muove! »¹⁸

Plan

Première partie.

Postmodernité-La désintégration-Individualisme, individualisation-Esthétisation-Hédonisme-Déculturation-Déclassement social-Nouvelle pauvreté-Le marché-La globalisation-Désenchantement et remise en question du politique (*Pouvoir et débat, Pouvoir et responsabilité, Éthique*)-Les médias-La fin de la société ?

Deuxième partie.

Le sentiment anhistorique-La laïcité-La crise du lien social-Le déclin de la presse d'opinion-Défis posés aux médias audiovisuels-Médias et discours politique-Alliance inquiétante entre médias et algorithmes-Les médias numériques-L'IA-Égalité versus égalitarisme-Intégration versus insertion et assimilation-Lien social et enseignement de l'histoire-La polarisation politique-Wokisme versus anti-wokisme-Dégradation culturelle-L'autoritarisme libertaire-l'antilibéralisme-Autres éléments ou facteurs constitutifs d'une société en mutation ou de la crise, soit qu'ils provoquent ces dernières, soit qu'ils en soient une conséquence- Sortir de la crise.
L'Europe pour sauver la démocratie ? L'Europe pour sauver nos démocraties européennes ?

Postmodernité

La modernité se caractérise par une série de transformations profondes survenues en Europe à partir des XVII^e et XVIII^e siècles, touchants divers domaines, telles que la philosophie, la politique, l'économie et la société. Parmi ses piliers, on trouve la valorisation de la raison, la dissociation entre l'État et la religion, ainsi que l'affirmation des principes démocratiques et des droits de l'homme. De plus, le rationalisme économique, l'émergence de la société industrielle, la formation de l'État-nation et la redéfinition du concept de citoyen sont des éléments essentiels qui ont façonné cette époque.

En revanche, le postmodernisme s'inscrit dans une réflexion critique sur les expériences de la modernité, tout en intégrant des évolutions économiques et sociales qui ont eu lieu après la Seconde Guerre mondiale, notamment marquées par les bouleversements des années 1980. Pour certains, il incarne des tendances culturelles émergentes et une nostalgie pour des valeurs et des normes en constante évolution. Le postmodernisme remet en question l'universalité des normes, soulignant le risque d'exclusion des différences et la domination des majorités, tout en défendant ardemment la liberté individuelle et l'expression de la diversité.

D'autres voient la postmodernité comme une réaction au désenchantement engendré par la modernité et ses promesses non tenues de liberté, d'égalité et de fraternité. Ce courant met en avant la désintégration sociale et l'individualisation croissante, illustrant une vision floue de la société actuelle. La critique sociale révèle des tendances significatives, suggérant un inachèvement de la modernité plutôt qu'une nouvelle modernité.

Le respect des normes socio-morales est essentiel pour équilibrer l'individualité et la vie en société, ainsi que pour établir des devoirs envers soi-même et une interdépendance nécessaire. Selon Edgar Morin¹⁹, la crise de la modernité a engendré deux réponses : le néo-fondamentalisme, qui cherche à se reconnecter à des traditions perdues, et le postmodernisme,

¹⁷ Le texte se base en partie sur un travail effectué en 2004 (première partie), travail prolongé aujourd'hui (deuxième partie). Merci aux amis avec lesquels j'entretiens de longues conversations et qui, ce faisant, ont contribué à la réalisation de cette contribution.

¹⁸ Galilée. Et pourtant, elle tourne, ici réinterprétée au sujet de la démocratie.

¹⁹ Edgar Morin, in Introduction à une politique de l'homme, Seuil, Paris, 1999.

qui remet en question l'idée d'un progrès linéaire. Ce dernier reconnaît que le nouveau n'est pas toujours supérieur à l'ancien, mais il peut être aveugle en affirmant qu'il n'y a plus d'histoire ni d'évolution.

La désintégration

La postmodernité est perçue par certains comme un renouveau culturel, tandis que d'autres y voient une nouvelle forme d'intégration sociale. Quoi qu'il en soit, une analyse approfondie de notre société met en lumière une réalité plus préoccupante : une amplification des processus de désintégration. Nos sociétés semblent confrontées à des bouleversements inévitables qui soulèvent des questions cruciales concernant le pouvoir, la responsabilité politique et la démocratie²⁰. La critique sociale permet de dégager une tendance marquée vers cette désintégration, qui ne sera inéluctable que si l'on choisit de rester inactif face à ces défis. En effet, l'être humain nécessite bien plus que des ressources financières pour mener une existence épanouie et significative.

Individualisme, individualisation

L'homme est de plus en plus perdu dans la masse, l'individu de plus en plus atomisé et le citoyen de plus en plus ignoré (les consultations restent très espacées, par contre, la réglementation explose). Les liens traditionnels (églises, armées, syndicats, associations, partis politiques...) se distendent ou disparaissent. Toutes choses qui renforcent la domination et confortent l'irresponsabilité. Une fois désintégré et déconnecté des autres et de lui-même, façonné par le libéralisme ou le communautarisme, il est facile pour lui de ne plus penser qu'à ses propres droits et de ne mesurer la valeur des choses qu'en fonction de son propre avantage. Il peut également se décharger sur le groupe et se désolidariser, voire basculer dans l'asociabilité et la violence.

Esthétisation

Les individus tendent de plus en plus à orienter leur quotidien selon des critères esthétiques plutôt qu'utilitaires. Ils mettent en avant leur mode de vie, se reconnaissant mutuellement à travers ces choix stylistiques. Dans cette dynamique, il devient essentiel de se montrer pour exister, de se distinguer pour se faire remarquer. Les interactions, bien qu'elles soient souvent perçues comme significatives, se traduisent fréquemment par une forme de narcissisme, où

²⁰ Ainsi, on peut retenir parmi des phénomènes qui sont des indices de profonds changements sociaux et d'une crise des valeurs profondes, ainsi que d'un profond malaise psychologique : la perception d'une démocratie inachevée, le désenchantement de la nature humaine, l'égalitarisme, la distance prise par rapport à l'altérité, l'idolâtrie de soi et son éclatement, la privatisation des existences et l'isolement des personnes, la dissolution des formes traditionnelles de la famille, l'instabilité des sites de vie et de travail, la négation du père et de l'autorité, la désidéologie de la mère et de la vie, le discrédit du politique et le désengagement social, l'élection d'un programme ultime, les sondages, comme vérité ultime, la tyrannie de la gestion, l'hégémonisme, le marché, comme seule règle et le profit, comme seul but, la mondialisation incontrôlée et le libéralisme du plus fort, la planétarisation de la culture et son uniformisation, l'incomplétude de la liberté, l'accentuation des inégalités et l'éclatement des communautés, le délitement de la fraternité, la désaffection des Églises et la perte des consolations religieuses, le retour de la pauvreté et de l'exclusion, la barbarie de la désespérance et l'extension de la précarité, la haine, comme exutoire, la déshumanisation des quartiers et l'accroissement de l'insécurité, l'emprise de la publicité et l'explosion de l'hédonisme de consommation, l'esthétisation de la vie et le narcissisme anxieux, la construction du corps et la dictature du physique, la prévalence de la pulsion sur les valeurs partagées, permissivité, jouissance de la transgression de l'interdit, la sanction pour seule morale et l'obligation juridique pour seule éthique, irrespect de l'autre et développement de l'incivilité, altération des repères et montée des extrémismes, perte de sens et désillusion, érosion de la valeur du travail et déperissement des identités de classes ou de métiers, impopularité du populaire...

l'on se scrute tout en observant les autres. Ce phénomène ne constitue pas un véritable partage, mais plutôt un acte solitaire. Selon certains points de vue du postmodernisme, cette tendance à la stylisation, qui accorde une attention particulière à la forme et à l'apparence, pourrait menacer la culture. En effet, elle tend à abolir la distance nécessaire entre l'art et la vie quotidienne, tout en étant en grande partie dictée par les normes sociales et les courants de mode.

Hédonisme

Le souverain n'est plus le vivre ensemble, mais plutôt la quête du plaisir. La vie s'organise désormais autour d'objectifs de réalisation personnelle, où l'éthique se limite à une morale hédoniste axée sur la satisfaction individuelle, souvent atteinte par la transgression des normes socio-morales. L'exigence de solidarité envers autrui est perçue comme une source de désagrément, à éviter tout comme l'ordre socio-moral établi. Les règles de vie, jadis considérées comme des repères, sont désormais ressenties comme des entraves et des agressions. Les communautés, autrefois fondées sur le bien commun et la solidarité, sont remplacées par des tribus dédiées au plaisir. Pour l'individu moderne, la fête, qui était autrefois une rupture dans le quotidien, est devenue l'essence même de la vie quotidienne.

Déculturation

Une véritable industrie des médias a émergé grâce aux nouvelles technologies, sous l'influence croissante de l'internationalisation des capitaux. Cette industrie génère un flot incessant d'informations et tisse une vaste toile électronique qui enveloppe le monde entier. Les principaux outils de ce système sont la télévision, l'ordinateur et leurs multiples dérivés.

En se lançant dans la marchandisation de la culture, cette industrie s'approprie les valeurs culturelles tout en créant une dépendance qui nuit aux investissements affectifs et sociaux dans le domaine culturel. L'explosion des récits et la diversité des choix médiatiques rendent difficile la compréhension globale de l'histoire. En zappant constamment entre des contenus souvent médiocres, le consommateur risque de perdre sa curiosité intellectuelle et son intérêt pour des sujets plus profonds et enrichissants.

Déclassement social

Une angoisse sourde s'installe progressivement au sein de la population, alimentée par la conviction que nul n'est à l'abri des aléas de la vie professionnelle. Cette peur, semblable à une épée de Damoclès, pèse sur beaucoup d'individus, les rendant conscients du risque constant de perdre leur emploi, leur revenu, leurs avantages, et, par conséquent, leur statut social.

Près de la moitié, des personnes se sentent aujourd'hui menacées par cette incertitude, un sentiment qui touche en premier lieu les classes les plus défavorisées, mais qui n'épargne pas non plus les classes moyennes, déjà confrontées à une régression financière. Cette atmosphère de crainte exacerbe les comportements de ségrégation sociale, où l'égalité proclamée semble se heurter à la réalité d'une hiérarchie où certains sont perçus comme plus égaux que d'autres.²¹

²¹ Clin d'œil à Coluche.

Nouvelle pauvreté

La pauvreté se manifeste comme une existence confinée, marquée par le mépris et l'absence d'accès à l'éducation et à la culture, ainsi que par des problèmes de santé et des troubles psychologiques, tous ces facteurs rendant l'évasion de cette situation encore plus difficile. Dans une société prospère, il est impératif de lutter contre la pauvreté, et une part significative du budget national est allouée à la protection sociale. Cependant, des questions préoccupantes persistent : pourquoi les conditions de vie ne semblent-elles pas s'améliorer de manière significative ? Pourquoi environ 15 % de la population nationale est-elle toujours considérée comme pauvre²² ? Plus alarmant encore, près de 25 % des enfants vivent actuellement dans la pauvreté²³.

Le visage de la pauvreté a évolué au fil du temps ; autrefois, elle touchait principalement des personnes âgées, issues de familles nombreuses, et vivant en milieu rural. Aujourd'hui, le profil des personnes pauvres a évolué : il s'agit de plus en plus de femmes jeunes, souvent monoparentales et résidant en milieu urbain, qui rencontrent des obstacles à leur intégration sur le marché du travail. Une question cruciale se pose alors : les individus vivant dans la pauvreté aujourd'hui ont-ils plus de chances de s'en sortir que par le passé ? La réponse semble indiquer que non.

Le marché

Dans le triptyque formé par l'État, le marché et la société civile, le marché occupe une position prépondérante, souvent au détriment des deux autres composantes. Il représente la rencontre entre l'offre et la demande, ainsi que la régulation qui en découle, mais se limite à cela. Lorsque la régulation se résume uniquement à celle du marché, la logique qui prévaut devient celle de la maximisation du chiffre d'affaires, la morale se réduit à l'augmentation des bénéfices, et l'éthique se voit subordonnée aux intérêts des grandes entreprises et des multinationales. Dans ce contexte, la fameuse « main invisible » du marché éclipse les idéaux de la modernité, réduisant l'individu à un simple consommateur, le soumettant à l'influence de la publicité et l'aliénant à des besoins superflus. Cet « homme nouveau » est ainsi dominé par la quête de profit et par une libido consumériste, reléguant tout le reste au second plan. Pour atteindre ses objectifs, le marché impose une dépolitisation des citoyens, une désocialisation des individus, une dévaluation de la justice sociale et une réduction des mécanismes de redistribution, ce qui favorise l'enrichissement des plus riches tout en appauvrissant les plus démunis, qu'il s'agisse d'individus ou de collectivités.

La globalisation

La globalisation peut être perçue, sous certains angles, comme une diffusion à l'échelle mondiale du modèle occidental, et plus particulièrement de l'« american way of life ». Ce phénomène se manifeste par une explosion des transactions financières, un essor des réseaux de communication, une amplification de l'information, une extension des marchés et une intensification des échanges commerciaux. Remarquons qu'elle est davantage marquée par le libéralisme que par une quête de justice sociale, par le capitalisme anglo-saxon plutôt que par le modèle du capitalisme rhénan, et par le néolibéralisme au détriment d'une économie sociale et durable. Les détracteurs de la mondialisation mettent en lumière divers enjeux, tels que la prédominance de la marchandisation, la prééminence de l'économie sur la politique, la

²² En 2025, environ 3,1 millions de salariés en France sont rémunérés au SMIC, soit près de 17 % de la population active (ministère du Travail).

²³ Rapport de l'UNICEF, « La Situation des enfants dans le monde 2025 ».

dégradation de l'environnement par des entreprises motivées uniquement par le profit, l'affaiblissement des valeurs éthiques avec l'expansion de l'argent facile, l'agrandissement des inégalités entre le Nord et le Sud, ainsi que l'érosion des cultures locales face à la suprématie de l'industrie du divertissement, notamment celle d'Hollywood.

Désenchantement et remise en question du politique

Le désenchantement social s'accompagne d'un désenchantement tout aussi marqué à l'égard du politique et des politiques en place. La formation de la volonté politique semble souvent négliger l'expression des aspirations citoyennes, laissant peu de place à une véritable participation des individus concernés. Les décisions prises par les instances dirigeantes tiennent rarement compte des opinions de ceux qui en subissent les conséquences, et la responsabilité des décideurs est souvent engagée de manière trop superficielle. Par ailleurs, l'opinion publique est largement façonnée en dehors des véritables débats démocratiques, ce qui altère la séparation des pouvoirs. Les éléments essentiels de la démocratie, tels que la délibération politique, le partenariat social, le compromis, le contrat, ainsi que le dialogue interculturel et la reconnaissance de la diversité culturelle, demeurent largement absents de notre culture politique actuelle.

a) Pouvoir et débat

Le peuple devrait être le véritable acteur de la politique, même s'il n'est pas impliqué dans les décisions de manière directe. Il est essentiel d'encourager un engagement citoyen qui soit à la fois participatif, délibératif et continu, plutôt que de se limiter à un rôle passif de votant occasionnel et de critique sporadique. Les décisions politiques devraient s'appuyer sur des débats constructifs, lesquels devraient être intégrés de manière institutionnelle au sein des assemblées élues. Ainsi, la prise de décision devrait émerger d'un processus discursif visant à forger la volonté générale, ce qui implique que les choix politiques soient le résultat d'une argumentation visant à atteindre un consensus acceptable pour tous, par l'intermédiaire d'un dialogue ouvert.

Ce type d'« agir communicationnel », ancré dans une éthique de la discussion, doit se déployer dans un espace public aussi large que possible. Cela nécessite que les organes de décision s'ouvrent aux forums délibératifs et aux processus de formation de l'opinion. Bien que la question de l'élargissement de la démocratie et celle de la légitimation de l'autorité soient cruciales, il est clair que leur réalisation dépendra de la participation active de tous à la formation de la volonté politique, dans le cadre des institutions d'une démocratie représentative, notamment à travers l'organisation de discussions inclusives dans l'espace public et l'engagement de la société civile.

b) Pouvoir et responsabilité

Les électeurs insatisfaits constatent une divergence entre leur revendication et l'efficacité des partis. Les politiques, de leur côté, se plaignent d'un déficit de compréhension et de participation des citoyens et d'une sollicitation ou exigence de plus en plus grande de leur part. Les insatisfaits ne sont pas uniquement les perdants de la société, mais aussi un nombre croissant de personnes socialement établies. Cela montre un certain rejet de la chose politique, un « faites-le sans moi ». Ce n'est pas la légitimité de la démocratie qui est remise en question. C'est le manque d'efficacité et de flexibilité dans les processus de formation de la volonté et des décisions politiques qui posent problème et constituent une menace pour la démocratie.

À l'évidence, les conceptions traditionnelles du pouvoir et de la façon dont il s'applique doivent être révisées et complétées. Une modification de sa conception et un changement de paradigme en faveur de la responsabilité, ainsi que des structures adaptées, doivent donner de nouvelles chances à la démocratie. Il faut sortir du cercle vicieux de la frustration politique et remettre en question l'acquisition égoïste du pouvoir et la manipulation du citoyen et faire entrer la responsabilité dans le système politique en tant que fondement et élément structurant de la démocratie. La responsabilité n'est pas à comprendre comme étant celle d'une fonction d'élite, mais comme préalable de chaque agissement individuel et comme condition de l'activité politique.

Le cœur de la politique ne doit plus être la concurrence pour le pouvoir, mais la concurrence pour la meilleure solution aux problèmes, non plus l'élection, mais la responsabilité. L'acteur politique doit avoir la possibilité de renoncer à la satisfaction immédiate de ses désirs et soumettre ses souhaits à court terme aux objectifs à long terme. Ce principe peut opérer si la responsabilité du politique est dissociée de sa personne et associée prioritairement à la chose, c'est-à-dire aux décisions. Les mesures gouvernementales et les décisions politiques peuvent alors être prises au travers de structures délibératives et participatives par des acteurs compétents et responsables. L'objectif principal des démocrates ne devrait pas être d'obtenir et de conserver le pouvoir pour eux-mêmes, mais plutôt de prendre leurs responsabilités en matière de protection des libertés individuelles et de gestion du bien commun.

c) Éthique

L'éthique invite à la réflexion sur les règles et les valeurs humaines. Elle interroge les principes moraux dans des situations concrètes. Aborder le sujet de l'éthique, c'est remettre en question notre conception du bien, du bon et du beau, et cela implique un certain recul, des échanges et des débats. Il s'agit de démontrer le caractère bon de la visée, c'est-à-dire de l'intention et de la finalité de nos actes.

Les principes éthiques doivent être appliqués à la vie en société, et par extension à la vie politique et démocratique. Faire de la politique, c'est se confronter aux conflits humains, c'est-à-dire aux tensions entre la raison et le sentiment, la passion et la discipline, les idées et la rationalité critique, l'intérêt et la morale, l'opinion et la responsabilité. Chacun doit agir de telle sorte que les principes qu'il met en œuvre pour gérer ses rapports aux autres puissent aussi servir de règles pour tous. C'est un « impératif catégorique » (Emmanuel Kant). La liberté n'existe que communément. L'égalité ne prend de sens que dans l'accès égal au bien commun. La fraternité ne se réalise que par l'établissement de solidarités. Sans éthique, tout n'est que leurre ou exploitation. Pour que les choses évoluent positivement, il faut donc former et informer.

Ces principes éthiques doivent être inscrits au programme de tout parcours scolaire et portés par les médias. Il s'agit en premier lieu d'une éducation à la perception, au respect de l'autre et aux solidarités nécessaires. L'idée est inacceptable selon laquelle, chaque être serait un isolat, capable à lui seul de distinguer le bien du mal, de savoir où s'arrête la liberté de l'un et où commence celle de l'autre.

Si la considération et la valorisation restent des éléments éducatifs essentiels, la sanction est également nécessaire pour fixer des règles, des limites et donner des repères. On l'a peut-être trop perdue de vue ces dernières décennies. Il ne s'agit pas de punir, c'est-à-dire de dresser,

mais d'ouvrir « le sanctionné » à la capacité de choix dans ses agissements, car la faute relève du « faire » et non de l'être.

La dimension répressive, qui concrétise le pouvoir de l'adulte sur l'enfant, se situe dans le registre de la punition, tandis que la dimension réparatrice, justifiée par des règles connues et acceptées par tous, se situe dans le registre de la sanction. Il en va de même pour les adultes que pour les enfants.

L'homme est le produit de son environnement social, et une éducation au vivre-ensemble s'impose à lui. La perception de l'autre et la mise en place de solidarités ne sont pas innées. L'homme doit être éduqué à cela. Et plus nous ferons attention à l'autre, mieux nous vivrons ensemble. Il est également question de civilité.

En somme, l'éthique influence à la fois le domaine social, en participant à l'élaboration des normes et des lois, et le domaine personnel, en guidant la réflexion sur les limites et les devoirs individuels.

Les médias

Le véritable pouvoir des médias appartient à celui qui détermine ce qui s'affiche sur votre écran sans que vous ayez rien demandé. Qui décide finalement et selon quels critères ?

Les médias constituent dans nos sociétés un pouvoir permanent, un quatrième pouvoir aux côtés de l'exécutif, du législatif et du judiciaire. Il n'est pas intermittent comme le droit de vote. Il est permanent. Les médias nous ont fait passer de la démocratie discontinue à la démocratie continue. Ce pouvoir joue un rôle déterminant dans la formation de l'opinion publique et donc de la culture et de la volonté politiques. La légitimité et l'objectivité de l'information devraient être les principes fondamentaux pour ceux qui détiennent le pouvoir d'informer. Il est impératif que toutes les opinions soient représentées et que le débat soit maintenu.

À tout pouvoir doit correspondre un contre-pouvoir. Est-ce le cas ? Légitimité et objectivité de l'information devraient constituer la base déontologique de quiconque détient une parcelle du pouvoir d'informer. Toutes les opinions devraient être représentées et le nécessaire débat devrait toujours exister. Est-ce le cas ? Le souci de la carrière, de la propagation de pensées politiques partiales chez les dirigeants, ou encore de la réussite économique du média peut laisser peu de place aux idéaux premiers.

Les médias sont-ils contraints de s'adapter à la massification et au taux de pénétration ou d'écoute, c'est-à-dire à la loi du marché, pour assurer leur survie et vendre leur contenu ? Ne pratiquent-ils pas souvent la politique du plus petit dénominateur commun, souvent le moins culturel ? Des interdépendances entre médias, politique et marché, ne se sont-elles pas concrétisées ? N'ont-ils pas fait naître des monopoles de l'information financés par des groupes restreints d'acteurs sociopolitiques et d'énormes concentrations médiatiques ?

Par ailleurs, le poids du parisianisme des médias est écrasant et la capture des grands médias par les oligarques parisiens est évidente. De ce fait, les Français ont une vision de la société portée par les médias très particulière, voire partisane. Mais la société française n'est pas cette

société-là. Dernier point. Quelle est donc la place réservée par les médias, notamment publics, aux langues et cultures régionales ? Elle est bien indigente.

La fin de la société ?

L'individualisme, la douce indifférence (die süße Gleichgültigkeit) comme philosophie de vie, l'effondrement des structures familiales traditionnelles, l'explosion de la consommation, la fin des grands récits, l'évolution vers une société centrée sur l'expérience personnelle et le plaisir, l'érosion de la culture du « vivre ensemble » et de la solidarité ainsi que les nouvelles tendances de la pauvreté sont autant d'éléments qui contribuent à la désintégration et à la destruction de nos milieux de vie, qui perdent de plus en plus leur soutien social. Si le sentiment d'appartenance et la volonté de vivre ensemble se tarissent, l'identité collective ne peut que se tarir aussi. Il faut donc d'autant plus œuvrer à un renforcement du lien social et partant de l'identité collective.

Le sentiment anhistorique

Les sociétés contemporaines deviennent de plus en plus anhistoriques, en ce qu'elles tiennent de moins en moins compte du point de vue historique, devenant, ce faisant, des édifices hors sol, sans passé ni horizon. Cet état de fait est fondamentalement asocial et rend les choses étranges, tout en favorisant l'isolement dans la masse. Cette société qui ne sait plus d'où elle vient, ne sait alors plus où elle va, et ne se prend plus guère en charge. Parions sur le retour de l'histoire qui pourrait lui permettre de refabriquer du lien social et la production d'une nécessaire convivialité générale, de s'élever dans la tradition de ce qu'elle a été, tout en travaillant aux nécessaires rénovations et adaptations dans un monde sans cesse en évolution et en diversifications, de s'enraciner, tout en étant ouverte au monde.

Zoom sur la transmission.

L'importance croissante des technologies de communication instantanée a un fort impact sur la transmission des récits communs. Alors que la communication favorise des interactions rapides et superficielles, la transmission requiert des institutions solides et une approche temporelle. La fragmentation qui en résulte pose un défi majeur à la construction de récits collectifs significatifs et cohérents. Cela constitue un vrai défi pour nos sociétés : naviguer entre cette instantanéité et l'importance de préserver des narrations partagées pour maintenir une cohésion sociale.

La laïcité

L'opposé de laïcité, ce n'est pas religion, c'est, d'un côté, cléricalisme et, de l'autre, instrumentalisation du religieux par le politique.

La laïcité signifie une absence de prosélytisme politique, philosophique et religieux et une non-intervention dans ces domaines de la part de l'État et de ses institutions. La laïcité n'est pas une morale, elle est neutralité²⁴. Ce qui ne doit en aucun cas signifier l'opposition à la diversité et aux multiples appartenances. La laïcité, c'est ce qui constitue le peuple au-delà des différences, mais cela ne signifie pas que ces mêmes différences ne doivent pas exister. Or, et en cela nous retrouvons le paragraphe précédent, certains utilisent le concept pour

²⁴ Si l'État doit rester neutre, il doit pour autant garantir l'ouverture de l'espace public au pluralisme démocratique, c'est-à-dire à l'expression de toutes les opinions.

appeler à la déconstruction de parts entières de ce qui relève de l'héritage et partant de l'histoire judéo-chrétienne de la société française²⁵.

La laïcité doit garantir le vivre ensemble d'êtres égaux et différents. Ce qui ne signifie pas qu'ils doivent être dépourvus, en son nom, d'une connaissance des cultures religieuses²⁶. Il s'agit, en facilitant l'accès à leurs connaissances, de favoriser la compréhension des différentes cultures, de permettre à chacun de relativiser ses propres valeurs par rapport à celles de l'Autre, et finalement d'instaurer un esprit de tolérance qui contribuera à une meilleure intégration et au renforcement des liens sociaux. C'est là un devoir de l'État.

La crise du lien social

Les sociétés contemporaines font face à une crise du lien social, qui se manifeste par deux problématiques principales : la crise des identités et la crise des solidarités. Cette crise implique un rapport moins évident des individus à eux-mêmes et aux autres, soulignant ainsi des difficultés tant sur le plan de l'identité personnelle que sur celui de la compréhension de la société dans son ensemble.

La crise des solidarités est peut-être l'aspect le plus préoccupant, car elle indique une diminution des connexions entre les individus. Les hommes et les femmes semblent moins interconnectés, ce qui remet en question la nature même des relations sociales. En somme, la crise du lien social révèle des enjeux profonds concernant la citoyenneté et la cohésion sociale, nécessitant une réflexion sur la manière de restaurer ces liens essentiels.

La société française, en promouvant l'intégration par l'égalité, tend à rendre ses citoyens de plus en plus abstraits. Cette approche ne se limite pas à la proclamation d'une égalité, elle souligne également que l'abstraction devient le fondement du lien social en France, entraînant un manque de lisibilité et de cohésion au sein de la société. Ce principe de citoyenneté occulte les différences individuelles, qui sont pourtant essentielles à l'identité personnelle, laquelle est multiple et évolutive.

Le déclin de la presse d'opinion²⁷

La presse quotidienne d'opinion a subi une importante transformation, perdant son influence historique dans le paysage démocratique. Autrefois perçue comme un gardien de la démocratie, elle est désormais réduite, face à un environnement médiatique en évolution. Au niveau national, quelques rares journaux emblématiques persistent²⁸, représentant diverses inclinaisons politiques. De son côté, la presse régionale souffre d'une concentration excessive, n'ayant en général qu'un seul titre par département et adoptant souvent un discours peu

²⁵ On se souvient que c'est au nom de la laïcité que le président Chirac a insisté pour que la référence aux « racines chrétiennes » de l'Europe soit finalement retirée en 2004 du projet de préambule de la Constitution européenne. Alors que, par exemple, pour Jürgen Habermas la filiation des droits de l'homme et le christianisme est évidente.

²⁶ Il s'agirait de dégager un cadre théorique et normatif permettant de penser la place et le rôle de la religion dans les démocraties libérales d'aujourd'hui pour définir les principes constitutifs et les conditions de réalisation d'une laïcité « bien comprise ». Le pluralisme des valeurs et des convictions étant devenu une caractéristique de notre époque, il importe en effet d'aménager celui-ci de manière juste.

²⁷ De nos jours, l'Alsace ne connaît plus de presse d'opinion, à part quelques petits organes à diffusion restreinte ou dans l'entre-soi. Si l'on se remémore que, par exemple, dans les années 1920 paraissaient à Strasbourg 16 journaux ou magazines d'opinion, on peut mesurer le changement. Qui traduit aussi une perte de débat ?

²⁸ Par exemple, Le Figaro pour la droite, Le Monde pour le centre gauche, Libération pour la gauche au sens large et L'Humanité pour le Parti communiste français (PCF).

controversé, ce qui nuit à la diversité des opinions. Le seul article susceptible de refléter une opinion n'y est guère que l'éditorial.

Alors que le panorama journalistique change, il est crucial que cette presse cherche à redéfinir son rôle dans un contexte de débat public, particulièrement en période de faible confiance dans les médias. En cherchant à équilibrer profondes analyses et nouvelles pratiques, la presse pourrait retrouver sa place au sein de la démocratie. La question de la diversité des voix est cruciale, car une presse trop uniforme peut mener à une manipulation subtile de l'opinion publique.

Défis posés aux médias audiovisuels

Si la démocratie représentative est de plus en plus remise en question, cette méfiance s'étend également aux médias. Ces derniers se trouvent confrontés à des défis considérables dans un contexte numérique en constante évolution.

D'une part, leur modèle économique est profondément perturbé par la transition vers le numérique, ce qui les oblige à repenser leurs sources de revenus. D'autre part, ils dépendent désormais des réseaux sociaux et des moteurs de recherche pour accroître leur visibilité, ce qui les rend vulnérables aux fluctuations des algorithmes²⁹ et aux dynamiques de l'attention en ligne.

Par ailleurs, une convergence des contenus sur les plateformes numériques s'est de plus en plus imposée. L'écrit, la vidéo et l'audio sont désormais soumis à une concurrence acharnée sur Internet. Enfin, les médias doivent faire face à la montée en puissance d'acteurs capables d'influencer l'opinion publique sans passer par leurs canaux traditionnels. Ces transformations conduisent à une polarisation rapide de l'espace public, souvent liée à un recul de la démocratie.

Les médias audiovisuels de service public ont ici un rôle particulier à jouer. En fournissant des informations impartiales, des perspectives diverses, des informations locales, une éducation aux médias et des outils de vérification des faits, ils doivent travailler activement à la dépoliarisation de la société et à la stabilité politique et démocratique.

Médias et discours politique

Le fond d'un discours politique posé et profond compte désormais moins que le rythme imposé par le dispositif médiatique, les formules calibrées, les prises de parole musclées et les invectives. Ce changement implique une redéfinition de la légitimité des discours politiques, qui est désormais mesurée à l'aune de leur capacité à engranger les audiences rapidement plutôt qu'à fournir des réflexions profondes³⁰.

L'avenir du discours politique dépendra de la capacité des acteurs à s'inscrire dans ces nouvelles dynamiques tout en maintenant la profondeur et la nuance nécessaires à une véritable réflexion sociopolitique. Les médias publics ont ici aussi un rôle crucial à tenir.

²⁹ L'algorithme désigne une série précise et ordonnée d'instructions ou de règles bien définies à suivre pour résoudre un problème ou exécuter une tâche.

³⁰ Il semble bien que c'est ce qui est arrivé à l'eurodéputé Raphaël Glucksmann et président de Place publique au cours d'une émission le 18 novembre sur la chaîne LCI ? Lire l'article pages 13 et suivantes dans Marianne n° 1499 du 4 au 10 décembre 2025.

Alliance inquiétante entre médias et algorithmes

**Celui qui contrôle les algorithmes contrôle le récit.
Celui qui contrôle le récit contrôle l'opinion publique.
Celui qui contrôle l'opinion publique détient le pouvoir politique³¹.**

Alors qu'une alliance inquiétante entre médias et algorithmes prend de plus en plus forme, un questionnement d'ordre éthique et sociologique s'impose quant à l'accès à l'information. En regardant à travers le prisme des enjeux économiques et technologiques, il devient évident que la façon dont nous consommons l'information est largement modulée par des forces invisibles, suscitant des réflexions critiques sur notre autonomie en tant que citoyens. De plus, l'impact psychologique des contenus filtrés par algorithmes se doit d'être exploré, car il pourrait affecter notre pensée critique et notre capacité à interroger les sources.

Avec la montée des grandes entreprises technologiques (GAFAM³²), les plateformes jouent aujourd'hui un rôle central dans la consommation de l'information. Ce processus de transformation soulève des questions sur la fonction du journalisme à une époque où le public est de plus en plus fragmenté et où la recherche d'information authentique est, plus que jamais, essentielle pour la démocratie.

Les médias numériques³³

Le contexte médiatique actuel est marqué par la prévalence des réseaux sociaux et par les implications qu'ils entraînent pour la formation de l'opinion publique. S'agissant de l'évolution des médias numériques et de leur influence sur la démocratie, un grand questionnement se pose quant à l'analyse de l'accès et de la participation des citoyens à l'information, aux défis éthiques et aux pratiques liés à la commercialisation des médias, à la régulation des contenus en ligne et à l'importance de l'éducation aux médias, notamment pour les jeunes³⁴.

Face aux fausses informations (fake news) qui entravent le débat démocratique, il est crucial de renforcer les mécanismes de vérification des faits. Pour remédier aux inégalités d'accès à Internet, qui exacerbent les disparités sociales, il faut mettre en place des programmes visant à améliorer l'accès aux technologies. Il est essentiel de s'attaquer aux « bulles de filtrage » qui renforcent les clivages sociaux en encourageant des plateformes favorisant une diversité d'opinions. En l'absence de régulation, il est urgent d'établir des lois plus strictes concernant la responsabilité des contenus en ligne. Pour contrer la perte d'autonomie de pensée chez les jeunes, il est impératif d'enseigner les compétences nécessaires pour évaluer l'information et développer des opinions fondées sur des données vérifiées et fiables.

Enfin, parce que la tendance à privilégier la crédibilité par rapport à la véracité peut entraîner un appauvrissement culturel, car elle limite l'exposition à des perspectives diverses et

³¹ Henrik Werenskiold in Conflits, Revue de Géopolitique, novembre 2025.

³² Acronyme désignant les grandes entreprises technologiques américaines (Google, Apple, Facebook, Amazon, Microsoft...) qui dominent le marché des données et de l'information.

³³ Les médias numériques désignent les canaux de communication utilisant des technologies numériques, tels que les sites web, le marketing par e-mail, les réseaux sociaux, la publicité en ligne et les moteurs de recherche. Ils offrent des possibilités de ciblage précis, de personnalisation des messages et de mesure en temps réel des performances.

³⁴ En France, près de 75 % des 18-34 ans s'informent aujourd'hui via les réseaux sociaux, contre seulement 21 % en 2013. Sophie Hienard in Le Point du 9-10-2024.

nuancées et parce que les fake news ne sont pas sans laisser un impact psychologique sur les consommateurs, car la croyance en des informations erronées peut renforcer des biais cognitifs³⁵ et nuire à la prise de décision éclairée, les systèmes éducatifs doivent évoluer pour intégrer des formations sur l'analyse critique des médias, non seulement pour protéger les jeunes des manipulations, mais aussi pour les encourager à devenir des citoyens informés.

Outre le fait que les algorithmes qui déterminent les messages apparaissant dans le fil d'actualités des utilisateurs de réseaux sociaux et d'autres plateformes d'information soulèvent, à des degrés divers, des questions importantes sur la confidentialité et la transparence, la fréquentation de ces plateformes soulève également la question d'une logique de prélèvement massif de ressources pour alimenter la machine économique, ainsi que celle de la souveraineté cognitive, c'est-à-dire la préservation de l'autonomie de la pensée et de l'attention.

L'IA

L'IA, le Web, les réseaux sociaux et, plus généralement, les technologies numériques transforment la société, pour le meilleur comme pour le pire. L'impact de l'IA, notamment, est massif sur la qualité de l'information partagée par les citoyens et, par conséquent, sur la possibilité de fonder un espace de délibération démocratique. L'IA offre d'énormes opportunités pour améliorer la vie quotidienne et la productivité dans différents secteurs. Toutefois, pour en tirer pleinement parti, il est impératif que les utilisateurs comprennent les risques associés et adoptent des pratiques responsables. Une régulation appropriée et une sensibilisation accrue sont nécessaires pour minimiser les risques et maximiser les avantages de cette technologie.

Face à l'érosion de la vie privée due à l'extraction informatique excessive, il faut mettre en œuvre des lois sur la protection de la vie privée et la transparence des systèmes. Pour contrer la réduction d'emplois traditionnels, il faut développer des politiques de reconversion et d'éducation pour préparer la main-d'œuvre au changement. Pour renforcer la cybersécurité face à des systèmes d'IA vulnérables, il faut établir des protocoles de réponse rapide³⁶. Pour gérer les conséquences éthiques liées aux décisions des systèmes autonomes, il faut créer un cadre éthique pour guider le développement et l'usage de l'IA.

Zoom sur la diminution des capacités humaines et la dépendance croissante³⁷

³⁵ Le champ du cognitif correspond à tout ce qui se rapporte à la faculté de connaître, d'apprendre. Un biais cognitif est un mécanisme de la pensée qui entraîne une déviation du jugement. Les biais cognitifs impactent indifféremment : la mémoire ; la construction des stéréotypes et l'ancrage des croyances ; le jugement, l'appréciation finale, de toute personne. Exemples : « J'ai bien accroché avec cette candidate, elle fait de la musique comme moi. ». « Il a fait une école de commerce, il est forcément bon. ». « Ouah ! Tu as vu, il a fait trois fois le tour du monde. ». Ces remarques empêchent-elles un recrutement objectif ? Non, bien sûr, mais elles peuvent influencer les recruteurs. Il est donc important que les recruteurs tiennent compte de l'influence que peut avoir leur inconscient, via les biais cognitifs, quand il s'agit de prendre des décisions. Les biais cognitifs sont là à tout instant, ils viennent perturber le jugement. En effet, les biais qui influencent les jugements sont nombreux. Même si la subjectivité ne peut être totalement supprimée pour atteindre une objectivité parfaite, il convient de prendre conscience de ces biais pour en déjouer les mécanismes. Il s'agit du premier pas pour éviter les jugements erronés et ainsi objectiver le recrutement. <https://www.education.gouv.fr>

³⁶ Dans notre monde hyperconnecté, la question n'est pas de savoir si l'on fera l'objet d'une cyberattaque, mais quand cela se produira. La détection proactive des vulnérabilités est essentielle pour prévenir les intrusions.

³⁷ <https://www.mikiane.com/blog/2025/3/15/lia-et-le-paradoxe-de-lexternalisation-cognitive> ; <https://www.learningtechnologiesfrance.com/news/ia-intelligence-accrue-ou-atrophie-cognitive-urgence-de-former-face-aux-mesusages>

On constate que la dépendance croissante à l'égard de l'IA entraîne une érosion des compétences humaines fondamentales et une régression significative des interactions sociales. Cette tendance pourrait avoir des conséquences graves, telles que des crises cognitives se traduisant par une incapacité à résoudre des problèmes ou à interagir efficacement. Il est essentiel d'agir dès maintenant pour atténuer ces effets en associant l'enseignement des compétences humaines à l'utilisation des technologies.

Pour y parvenir, il faut développer des exercices réguliers de pensée critique à l'école, créer des programmes de formation axés sur les compétences sociales, encourager la transmission des savoirs lors d'événements humains ou sociétaux afin d'éviter l'effacement des savoirs ancestraux, et intégrer des simulations de prise de décision sans aide technologique au cursus éducatif.

Égalité versus égalitarisme

L'égalitarisme, considère que les personnes ne présentent pas la moindre différence de droits, de valeur.
L'égalité signifie que chaque être humain doit avoir les mêmes droits et devoirs au sein de la société.

Le principe d'égalité doit être entendu comme étant une égalité de droits qui établit l'égale dignité des individus et l'équité. Il ne doit en aucun cas signifier une indifférenciation, sauf si l'on ne veut pas considérer l'Autre comme un alter ego. L'identité ne se résume pas à la similitude ou à l'uniformité, car nous sommes tous uniques et distincts. L'égalité doit être comprise comme une égalité de statut, c'est-à-dire une égalité devant la loi, et non comme une égalité de nature ou de culture. Ainsi, sommes-nous tous égaux et différents à la fois.

L'égalité ne doit en aucun cas être confondue avec l'égalitarisme, car ce dernier implique le rejet de la diversité, ce qui revient à chercher « l'un »³⁸, en niant les nuances et les contradictions qui sont intrinsèques à l'existence. L'égalitarisme, bien installé dans des courants de pensée français, qu'ils soient de droite ou de gauche, constitue une atteinte à la liberté, empêchant ainsi l'individu de s'élever et le dissolvant au sein d'une masse. La différence doit-elle être obligatoirement occultée par le recours à l'universel abstrait, qui, à vrai dire, se traduit pour les courants évoqués par uniformité concrète ? L'égalitarisme nie l'évidence que la valorisation des différences renforce l'unité³⁹. En cela, il nuit à la démocratie.

Intégration versus insertion et assimilation

Si le système politique français a permis l'intégration de populations hétérogènes dans un moule commun tout au long d'une longue histoire, dans un ensemble de valeurs à prétention universelle, mais suffisamment identifiable par les minorités pour qu'elles puissent les adopter. Il ne faut pas oublier que les buts réels n'étaient ni la liberté individuelle ni l'égalité des minorités, mais le renforcement de l'autorité unificatrice de l'État et la création du sentiment d'identité nationale.

³⁸ L'un ou monisme : système qui considère l'ensemble des choses comme réductible à un seul principe.

³⁹ Extrait de la Constitution helvétique : « Le peuple et les cantons suisses, conscients de leur responsabilité envers la Création, résolus à renouveler leur alliance pour renforcer la liberté, la démocratie, l'indépendance et la paix dans un esprit de solidarité et d'ouverture au monde, **déterminés à vivre ensemble leurs diversités dans le respect de l'autre et l'équité...**

Il est indéniable que les sociétés contemporaines se caractérisent par une pluralité croissante, marquée par une diversité qui, bien qu'elle ne soit pas entièrement nouvelle, revêt une telle importance aujourd'hui qu'elle nécessite une réévaluation des fondements du pacte social et même politique. Cependant, de nombreuses réactions se limitent à un nostalgique retour vers des époques supposément plus sereines ou à des aspirations à des expérimentations incertaines.

Face à ceux qui estiment qu'il suffit d'évoquer la République, ses valeurs, ses vertus et son histoire pour que tout soit clarifié se dresse l'optimisme naïf de ceux qui croient que la simple reconnaissance de la diversité et l'octroi de droits culturels collectifs suffisent à résoudre les problématiques soulevées de manière presque automatique.

La réévaluation du pacte social nous impose de penser non plus en nation ethnocentrée reposant sur l'exclusion, mais en nation contractuelle reposant sur l'adhésion et la volonté. Il nous impose un travail de socialisation, de démocratisation » et de recentration identitaire en faveur de la culture politique, un travail favorisant l'attachement aux principes universels de droit, de justice, de liberté et de solidarité, et l'allégeance à l'État de droit et à la démocratie libérale⁴⁰. Il nous impose de créer les conditions d'adhésion à tout ce véritable « sur-moi » politique. Il revient à la puissance publique de faire respecter cet attachement et cette allégeance par l'ensemble de la population avec ou sans antécédents migratoires, déjà en créant les conditions pour que cela se réalise.

Considérée ainsi, l'intégration n'est ni une insertion⁴¹ ni une assimilation⁴². Elle conjugue le droit à la ressemblance et le droit à la différence. Elle répond à l'un des principaux défis des sociétés contemporaines en encourageant et en structurant une synergie entre l'enracinement dans des communautés où les individus peuvent satisfaire leurs besoins en matière d'identité et d'affection, et l'appartenance à une communauté nationale qui fonctionne selon une logique rationnelle. Cette articulation est essentielle pour construire un tissu social cohérent et inclusif, capable de valoriser à la fois les singularités et les points qui doivent être communs.

Si l'intégration politique signifie une pleine et entière adhésion à l'État de droit et à la démocratie libérale, en réalité une assimilation politique, l'intégration culturelle, de son côté, s'oppose à l'assimilation culturelle, où la personne ne se reconnaîtrait plus dans ses anciennes ou premières références. Dans l'intégration culturelle, elle ne conserve de ces dernières, si elle le désire, que celles qui sont compatibles avec les exigences de la vie commune et les valeurs collectives de la société d'accueil.

Dans le débat, multiculturalisme-culture dominante, deux concepts, par ailleurs, pas clairement définis ; le plus important, c'est de parvenir à un attachement aux principes de droits, de justice et de liberté. Ce qui est déterminant pour la cohésion sociale, c'est le degré de participation et

⁴⁰ Les démocraties libérales se caractérisent par des élections libres, la séparation des pouvoirs, l'état de droit, les droits de l'homme et les droits civils, ainsi que les libertés civiles et politiques, le tout étant garanti par une Constitution.

⁴¹ L'insertion prend en compte la différence et accorde des droits culturels permettant à chacun, individu ou groupe, de vivre son identité propre. Elle est une continuité. Elle vise une communauté de communautés, c'est la mosaïque. Le juxtaposé génère une dynamique du face-à-face, de l'assignation à être ceci et non pas cela et de la distanciation par rapport à l'ensemble.

⁴² L'assimilation rejette la différence et met en application le droit à la ressemblance, un droit qui est en réalité une obligation. Elle est un arrachement. Elle vise une communauté unie dans l'uniformité, c'est une trame unicolore. Elle génère une dynamique de la « pareillette », de l'indifférenciation et de l'esseulement.

d'intégration sociale. Un défi permanent qui ne peut déroger aux nécessaires mesures à prendre pour les faciliter. Le concept de culture dominante « *Leitkultur* » laisserait entendre que tous les natifs français seraient culturellement identiques. Ce qu'un Alsacien ne peut que contester.

Lien social⁴³ et enseignement de l'histoire

L'enseignement de l'histoire, tel qu'il se fait encore trop, doit évoluer, en premier lieu parce que l'identité nationale évolue elle-même. Il faut se poser la question de savoir si l'histoire peut continuer d'exister comme cela dans une France qui a changé et dans un monde où les légitimités changent et quels Français « fabriquer » dorénavant. La pluralité de la nation et l'extension de la citoyenneté à des champs nouveaux appellent la pluralité et l'extension de l'histoire.

Cela doit conduire à s'interroger sur la place que l'enseignement traditionnel de l'histoire de France accorde aux identités culturelles et, plus généralement, à la nécessaire conciliation de l'universel et du particulier. Il faut sortir de l'histoire nationale et officielle, qui célèbre la particularité exclusive et appauvrissante, et s'ouvrir à l'histoire de l'autre, des autres, qui inclut et enrichit. Il faut nationaliser les mémoires dans un objectif de « rassemblement ». *« Ce très beau mot... connote à la fois ressemblance, rassembler, différence, France. La rassemblement nous incite à élaborer une histoire non linéaire ; une histoire commune et plurielle, à grandes et petites échelles, dans laquelle peuvent s'enraciner les mémoires différentes..., une histoire non figée, réceptacle en mouvement de mémoires vivantes ouvertes à l'Autre. »* (Suzanne Citron).

Il s'agit de prendre en compte les justes revendications de la diversité des vécus dans une déconstruction - reconstruction de l'histoire de France permettant à toutes les mémoires occultées de s'inscrire dans une nouvelle mise en perspective, base d'une identité nationale actualisée et vivante pour les Français d'aujourd'hui. Le « devoir de mémoire » doit aller impérativement de pair avec la prise en compte de la diversité des mémoires.

La polarisation politique

Le concept de polarisation politique fait référence, d'une part, à la différenciation sociale qui engendre des controverses et, d'autre part, à l'exacerbation des divergences d'opinions. Ces deux phénomènes sont souvent étroitement liés. D'une part, la polarisation aide à clarifier les différences, ce qui les rend plus compréhensibles ; d'autre part, elle amplifie les tensions politiques.

La polarisation politique est souvent perçue comme négative en raison de ses impacts sur le dialogue démocratique et son rôle dans l'émergence de tendances populistes et autoritaires. Cependant, elle a aussi des aspects positifs, notamment en ce qui concerne la mobilisation et la participation des citoyens dans les processus démocratiques. Un certain degré de polarisation est nécessaire pour favoriser le débat et le progrès social. Elle aide non seulement à clarifier les positions politiques, elle favorise aussi l'inclusion des voix minoritaires. L'absence de polarisation conduirait à une stagnation conservatrice.

Mais, il convient aussi de relever ses effets paralysants sur les institutions politiques, la culture politique, et la confiance du public dans le système. D'une part, elle se traduit souvent par un blocage des débats, un manque de compromis, et une agression croissante entre les représentants

⁴³ Indispensable pour faire exister le principe même de la démocratie.

de tendances divergentes. D'autre part, des dynamiques sectaires se forment, exacerbées par une polarisation des médias, conduisant à des comportements parfois antidémocratiques.

Pour atténuer les effets négatifs des médias et des réseaux sociaux, il est essentiel d'agir sur leurs aspects nuisibles, notamment la formation de chambres d'écho et la propagation de fausses informations. Une approche pourrait être de favoriser la démocratie délibérative, qui encourage un dialogue rationnel entre citoyens en établissant des espaces propices à l'échange d'idées. En définitive, la responsabilité majeure repose sur les politiciens, car leur influence est déterminante sur la polarisation des opinions, l'engagement civique et la santé de la démocratie dans son ensemble.

Wokisme versus anti-wokisme

Le wokisme fait référence à un ensemble d'idées et de mouvements qui mettent l'accent sur la justice sociale. Ce terme, dérivé de l'anglais « woke »⁴⁴, évoque une conscience aiguë des discriminations, telles que le racisme et le sexisme, ainsi que des inégalités subies par les minorités. Il englobe également des thématiques contemporaines, comme l'identité de genre, le langage inclusif et la sensibilité culturelle. Cependant, le mot « wokisme » est souvent employé de manière péjorative, et son interprétation varie selon les individus et les contextes. Pour ceux qui soutiennent ce mouvement, il incarne des valeurs d'équité et de respect, visant à défendre les droits des plus vulnérables. En revanche, ses critiques le perçoivent comme excessivement dogmatique et hypersensible, arguant qu'il peut restreindre la liberté d'expression.

L'anti-wokisme, quant à lui, désigne une posture critique vis-à-vis du wokisme et de la pensée « woke ». Les partisans de cette approche s'opposent à certaines idées ou conséquences de ce mouvement, sans pour autant rejeter l'égalité en tant que principe. Ils soulignent que l'accent mis sur l'identité, qu'elle soit raciale ou de genre, peut parfois être trop prononcé, et que la liberté d'expression est menacée par des phénomènes comme la « cancel culture »⁴⁵. De plus, ils critiquent le contrôle moral excessif exercé sur la langue, l'art et la science, ainsi que la tendance à simplifier ou à polariser les enjeux sociaux. En somme, l'anti-wokisme remet en question certaines formes de politique « woke » jugées exagérées ou unilatérales, tout en défendant l'idée d'égalité.

Il est important de noter que l'anti-wokisme ne constitue pas une idéologie homogène ; il va d'une critique modérée à un rejet virulent. Certaines personnes adoptent une position anti-woke pour défendre des valeurs libérales, telles que la liberté d'expression, tandis que d'autres, malheureusement, utilisent cette critique pour minimiser des préoccupations légitimes concernant la discrimination. Cela rend le terme « anti-wokisme » particulièrement controversé, soulevant des questions sur la nature de cette réaction : s'agit-il d'une défense des libertés individuelles ou d'une tentative de discréditer des luttes sociales légitimes ?

⁴⁴ Anglais pour « éveillé/attentif ».

⁴⁵ La « cancel culture » ou culture de l'annulation est un phénomène social qui a surgi aux États-Unis dans les années 2010, visant à ostraciser des individus ou groupes pour des propos ou comportements jugés inaptes. Elle émerge d'une culture de dénonciation publique, créant des tensions sur la liberté d'expression. Les critiques de la cancel culture l'associent à une menace pour le débat et la liberté de pensée, tandis qu'un autre groupe la voit comme un moyen de faire entendre les voix minoritaires et de dénoncer les injustices. Toutefois, le phénomène soulève des préoccupations éthiques quand les annulations reposent sur des rumeurs.

Le wokisme fait l'objet de critiques en raison de son impact sur la liberté d'expression, de son accent mis sur l'identité, de sa tendance à simplifier des enjeux complexes et de sa capacité à diviser plutôt qu'à unir, souvent par le biais de pressions morales et de politiques symboliques. Cette approche se manifeste par une réduction des problèmes à des dichotomies simplistes, un absolutisme moral qui ne laisse guère de place à la nuance, et une restriction de la liberté d'expression au nom de la protection des identités.

En revanche, l'anti-wokisme est également sujet à des critiques, car il peut affaiblir des revendications légitimes en matière de justice sociale, en les réduisant à des caricatures ou en les exploitant à des fins politiques. Ce mouvement tend à minimiser la discrimination réelle, à favoriser la polarisation au détriment du dialogue constructif, et à défendre le statu quo tout en invoquant sélectivement la liberté d'expression.

De plus, le terme « wokisme » est souvent employé de manière floue dans le discours anti-wokiste, ce qui complique les débats équitables et nuancés. Pour de nombreux partisans de l'anti-wokisme, ce dernier est devenu, depuis le début des années 2020, un symbole de ralliement, tandis que le wokisme est perçu comme un stigmat ou une insulte.

Dégradation culturelle

Nombre de livres, d'articles de presse et d'émissions de télévision font référence à une baisse du niveau culturel de la société dans son ensemble. C'est une chose généralement admise. Si l'école a sa part de responsabilité dans cette situation, le mainstream des médias y a sa part.

Cette dégradation peut avoir des répercussions significatives sur la démocratie, en entravant la participation des citoyens, en érodant la confiance envers les institutions et en ouvrant la voie à des régimes autoritaires.

La culture est un pilier fondamental de la démocratie, car elle favorise l'engagement des citoyens, leur participation aux processus politiques et leur confiance dans les institutions. Lorsque la culture s'affaiblit, ces éléments cruciaux peuvent être gravement compromis. Une diminution de l'intérêt culturel peut en effet entraîner un désengagement des citoyens vis-à-vis des institutions démocratiques, les rendant moins enclins à s'impliquer dans les élections ou les discussions politiques.

Par ailleurs, un affaiblissement de la culture peut engendrer un climat de méfiance à l'égard des élites politiques et des institutions, ce qui peut déboucher sur une crise de légitimité. La culture joue un rôle essentiel dans la construction d'une identité collective et dans le renforcement de la confiance entre les citoyens et leurs institutions.

De plus, une dégradation culturelle peut accroître le risque d'émergence de dirigeants autoritaires qui peuvent exploiter le désenchantement culturel pour justifier des mesures répressives et restreindre les libertés individuelles, sapant ainsi les fondements mêmes de la démocratie.

Pour atténuer ces effets néfastes, il est impératif de mettre en œuvre des politiques culturelles qui encouragent l'engagement civique et renforcent les liens sociaux. Des initiatives visant à rendre la culture accessible à tous peuvent revitaliser la démocratie en encourageant une participation active et en renforçant la confiance dans les institutions.

En somme, pour préserver et renforcer les valeurs démocratiques, il est essentiel de soutenir et de promouvoir la culture comme vecteur d'engagement et de cohésion sociale. Il importe que les gouvernements et les institutions reconnaissent son rôle essentiel dans le maintien d'une démocratie saine et dynamique.

L'autoritarisme libertaire

L'ego règne au détriment de la communauté

Ces dernières années, on assiste à l'émergence d'un autoritarisme libertaire qui s'extrémise de plus en plus. Dans un ordre perçu comme bloqué et injuste, des acteurs qui prônent la rupture avec les institutions, la dévalorisation des médias établis et le mépris des procédures démocratiques gagnent en influence.

Les libertaires autoritaires considèrent leur autonomie, c'est-à-dire le fait de ne faire que ce qu'ils veulent, comme le seul droit valable et s'opposent farouchement à toute restriction, supposée ou réelle, de leurs libertés. Dans cette perspective, la puissance publique et les réglementations de toutes sortes constituent une restriction de la liberté personnelle. La liberté n'est alors plus un état social partagé, mais un acquis personnel et l'État démocratique, les autorités et leurs réglementations sont considérés comme intrusifs et nuisibles.

D'un côté, l'autoritarisme libertaire est un produit de la société postmoderne marquée par des évolutions paradoxales dans les domaines de l'individualisation, de la démocratie et de l'égalité des droits et qui se fonde donc sur une réalité. De l'autre, les partisans de l'autoritarisme libertaire ont tendance à justifier leur position en s'appuyant sur des preuves pseudoscientifiques, des rumeurs, des théories du complot et de fausses nouvelles. Ils s'inscrivent ainsi dans une « politique post-vérité » née des interactions entre la politique et les médias en raison de l'essor de l'utilisation du numérique, notamment de la blogosphère et des médias sociaux.

Une autre caractéristique de l'autoritarisme libertaire se trouve dans le courant politique incarné aux États-Unis par des personnalités comme Donald Trump, Peter Thiel et Elon Musk, et ailleurs, par exemple en Argentine, par Javier Milei, qui fusionne libéralisme, déréglementation et tendances autoritaires. Ces libertaires autoritaires ne sont pas contre la démocratie, à condition qu'elle soit au service de l'ultralibéralisme et qu'elle soit nécessairement muselée et autoritaire. Ils ne sont donc pas à une contradiction près.

Les tenants du libéralisme autoritaire sont souvent proches de l'extrême droite, en tout cas de certains de ses courants, ou de mouvements conspirationnistes. Sa montée en puissance doit être prise au sérieux, car il tend à affaiblir systématiquement les institutions démocratiques tout en promettant l'autonomisation individuelle. En même temps, il met en évidence des contradictions et des manquements politiques à l'œuvre depuis des décennies et la frustration profonde suscitée par les promesses non tenues des sociétés libérales,⁴⁶ le tout devenant le terreau d'une nouvelle radicalisation. Les tenants de la démocratie libérale sont invités, on ne le sait que de trop, à fortement réagir.

⁴⁶ Au niveau notamment de l'ascension sociale, de la participation politique et de l'épanouissement individuel.

L'antilibéralisme

L'antilibéralisme est une attitude, une position ou une idéologie qui s'oppose aux valeurs et principes libéraux⁴⁷ et représente une vision du monde autoritaire⁴⁸

La montée en puissance des partis populistes de droite à travers le monde s'explique par divers facteurs contextuels, de classes, psychologiques et géopolitiques. Ces partis séduisent des électeurs déçus par les formations politiques traditionnelles en exploitant leurs frustrations et leurs craintes, tout en s'appuyant souvent sur l'influence de puissances étrangères.

Si chacune de ces explications est valide, aucune ne peut à elle seule rendre compte de la réalité. Nous sommes en effet confrontés à une vision du monde de droite qui est à la fois cohérente et efficace à l'échelle transnationale, transcendant les barrières linguistiques et culturelles, sans être uniquement le produit de promoteurs malveillants ou de contextes socioculturels spécifiques. Ce phénomène peut être désigné par le terme « antilibéralisme ».

L'antilibéralisme ne se limite pas à une simple classification politique de droite ; sur des questions économiques majeures, il peut même revêtir des aspects plus proches de la gauche. Il dépasse également la dichotomie classique droite-gauche, car son adversaire est plus vaste que la gauche seule. L'antilibéralisme se définit par ses opposants, les « libéraux », qui englobent les partis traditionnels, les défenseurs des droits humains et tous ceux qui militent en faveur de l'égalité des minorités, de l'ouverture des frontières et de la liberté de la presse⁴⁹.

Il se renforce par la polarisation contre le libéralisme, en choisissant des éléments spécifiques de ce dernier pour les amalgamer à l'ensemble. Les libéraux se retrouvent ainsi dans une position défensive, souvent contraints de justifier leurs positions, et sont fréquemment présentés comme des extrémistes, ce qui est paradoxal. Ce phénomène permet aux antilibéraux de s'arroger le pouvoir de définir ce que signifie réellement le terme « libéral ».

Les populistes de droite, antilibéraux, exploitent divers courants politiques, sélectionnant les idées qui leur conviennent pour créer un discours accessible à leurs partisans. Ils proposent souvent des solutions simplistes à des problèmes complexes et s'attaquent systématiquement aux « élites en place ». Ils détournent habilement l'attention en jouant la carte de l'étranger, désignant l'ennemi extérieur comme une menace pour l'emploi, la sécurité, ou encore l'Europe, source de tous les malheurs. Une fois au pouvoir, ils s'attaquent immédiatement à l'État de droit, qu'ils démantèlent autant que possible. Tout le monde a des exemples en tête.

Le fait que cette pensée polarisée gagne du terrain est inquiétant. Aussi importe-t-il que les partis politiques qui se reconnaissent dans la démocratie libérale développent une stratégie de « réappropriation », c'est-à-dire de reconquête du terrain perdu, tant au niveau des concepts que de leur place sur l'échiquier politique.

⁴⁷ (liberté individuelle, économie de marché et limitation de l'intervention de l'État).

⁴⁸ (domination des valeurs traditionnelles, restriction des droits individuels, etc.).

⁴⁹ Les politiques qualifiées de « libérales » englobent non seulement les mesures économiques liées à la mondialisation, mais aussi les politiques d'austérité imposées par les marchés et les agences de notation, ainsi que toutes les initiatives relatives aux droits humains et au politiquement correct. Le terme « libéral » inclut également des mouvements tels que le féminisme, le mariage homosexuel et une culture d'accueil.

Il sera notamment essentiel de briser le cercle vicieux de l'exclusion émanant des élites et engendrant à son tour un rejet par la classe inférieure de ceux qui les gouvernent, les informent et les considèrent de haut, et de trouver des solutions à la fracture entre une élite financièrement privilégiée, qui représente un quart de la population, et les trois quarts restants, qui se sentent exclus⁵⁰. Il sera aussi nécessaire de renforcer la construction politique de l'Europe afin de lui donner plus de poids sur la scène internationale pour contrecarrer de trop nombreux alignements vers le bas.

Autres éléments ou facteurs constitutifs d'une société en mutation ou de la crise, soit qu'ils provoquent ces dernières, soit qu'ils en soient une conséquence

Il y a d'abord une crise mondiale : celle de la transition énergétique, de l'affrontement entre la Chine et les États-Unis, de la montée en puissance des BRICS et des guerres locales. Il y a ensuite⁵¹ des faiblesses en matière d'éducation, la fragilité du système de santé, la fragmentation de la société, la morosité des Français⁵², l'écart grandissant entre riches et pauvres, l'évolution de l'espace de débat, la chute des partis traditionnels, la crise de la représentation, l'érosion du centre politique, la mise en cause de la tradition en politique, les critiques hâtives, les échecs des élites, la montée des violences, le déclassement de la classe moyenne, les fractures entre ville et campagne, la diagonale du vide, les migrations, l'islam politique, l'abstentionnisme électoral...

Sortir de la crise

**La justice sociale et la solidarité, de même qu'une culture de la négociation et de l'arbitrage, sont les clés pour surmonter la crise !
La classe politique et le monde médiatique ont ici une grande responsabilité, tant pour régler les problèmes que pour montrer l'exemple.**

Nous l'avons vu, la crise de la société a différentes caractéristiques. Elle est sociale, politique, morale et intellectuelle. Le mouvement des Gilets jaunes a été une traduction évidente de la fracture sociale. L'incapacité des partis traditionnels à répondre aux attentes des citoyens et le refus de rompre avec l'État-nation⁵³ illustrent la crise politique. De plus, il est préoccupant de constater que notre nation fait face à une épreuve conjointe sur les plans éthiques et cognitifs : elle a des difficultés à s'affranchir du « présentisme ».

⁵⁰ Il ne s'agit pas seulement d'une exclusion dans la prise de décisions politiques, mais aussi, et peut-être surtout d'une exclusion économique. Environ 2,2 millions de salariés (12,4 %) ont bénéficié de la revalorisation du SMIC en novembre 2024, selon la Dares. Près de 14,5 % des salariés ont un salaire de base « proche du SMIC » ($\leq 1,05$ SMIC) selon l'Insee. 20 nov. 2025.

⁵¹ Liste non exhaustive.

⁵² Le rapport annuel sur l'état de la France (RAEF) 2024 du Conseil économique, social et environnemental (CESE) dresse les liens entre inégalités et démocratie. Il analyse les forces et fragilités de la France en 2024 en s'appuyant sur un sondage, plusieurs focus thématiques et des indicateurs socio-économiques : près d'un quart des Français n'a pas de sentiment d'appartenance à la société française ; 45 % des Français estiment que leur pouvoir d'achat permet tout juste de répondre à leurs besoins essentiels, voire ne le permet pas ; 58 % des Français éprouvent des difficultés d'accès au logement (84 % dans les départements et régions d'outre-mer [DROM]) ; 23 % de personnes interrogées estiment que la démocratie n'est pas le meilleur système politique existant et 76 % estiment que les femmes et les hommes politiques sont déconnectés des réalités vécues par les citoyens.

⁵³ Une construction politique pour légitimer un État centralisé.

Ce terme désigne une tendance à se concentrer exclusivement sur l'actualité immédiate, à vivre au jour le jour, sans la capacité de se projeter vers l'avenir. Cette incapacité à envisager des perspectives à long terme entrave non seulement le développement personnel et collectif, mais également la prise de décisions éclairées qui pourraient orienter notre société vers un avenir plus prometteur. En négligeant les leçons du passé et les opportunités futures, nous risquons de stagner dans une dynamique où l'innovation et la réflexion stratégique sont reléguées au second plan, au détriment du progrès social.

Pour sortir de la crise, il est évidemment essentiel d'intervenir sur les multiples dimensions socio-économiques, politiques, sociales et culturelles qui la caractérisent. Cela impliquerait, en amont, d'analyser l'impact du néolibéralisme sur la démocratie et les droits humains, de comprendre la transition observable vers un illibéralisme qui remet en question les fondements mêmes de la société. Il est également crucial d'analyser les courants autoritaires émergents ainsi que les idéologies et les tactiques des mouvements populistes, qu'ils soient de droite ou de gauche, et de les contrer par des politiques et des stratégies démocratiques audacieuses, inclusives et axées sur l'avenir. Ces politiques et stratégies doivent garantir que la prise de décision soit équitable et que personne ne soit laissé pour compte dans ce processus de transformation.

L'Europe pour sauver la démocratie ? L'Europe pour sauver les démocraties européennes ?

L'Europe est l'avenir de l'Europe !

Pourquoi l'Europe ? Parce qu'elle est seule à même de répondre aux grandes interrogations de notre temps et d'assurer sa propre survie, parce que les défis économiques, climatiques et militaires ne peuvent être relevés qu'ensemble. Et que, justement parce qu'elle reste encore et toujours à construire, elle nous offre l'occasion de nous ressaisir, nous les États membres.

L'UE est aujourd'hui confrontée à la plus grande menace de son histoire. La Russie mène non seulement une guerre impériale contre l'Ukraine, mais elle s'en prend aussi à l'UE, notamment par des attaques hybrides. La pression économique massive exercée par la Chine menace notre prospérité et les États-Unis de Trump visent les fondements politiques de l'Union avec leur radicalisme. Et l'UE doit enfin se poser la question de savoir comment elle se perçoit. Mais que fait-elle ? Les États se perdent dans des querelles d'apothicaires et des mesquineries.

La mondialisation exerce une pression considérable sur nos démocraties européennes, à travers ses multiples dimensions, qu'elles soient économiques, commerciales, écologiques ou financières. Ce phénomène provoque des alignements vers le bas, limite la capacité d'action des États et engendre un mécontentement croissant au sein de la population. Face à cette situation, les citoyens se tournent souvent vers des solutions alternatives, qui peuvent s'avérer non seulement inefficaces, mais également risquées.

Pour que les Européens puissent rattraper le retard politique engendré par la mondialisation économique et conserver le contrôle sur leur avenir, il est impératif de renforcer une solidarité démocratique qui transcende les frontières. Cela nécessite l'institutionnalisation de décisions communes, fondées sur des principes démocratiques solides et irréprochables.

Réfléchir à la démocratie en Europe, c'est se demander dans quelle mesure l'Union européenne en tant que telle pourrait et doit être une véritable démocratie. Pour ce faire, il est essentiel de transcender le modèle de gouvernement contemporain de l'Europe et de développer une « démocratie transnationale »⁵⁴. Cela pourrait être réalisé en renforçant notamment les prérogatives du Parlement européen, afin de garantir une représentation plus équitable et en construisant une participation accrue des citoyens dans les processus décisionnels. Une telle évolution permettrait non seulement d'améliorer la transparence et la responsabilité des institutions, mais également de favoriser un engagement plus actif des acteurs politiques et sociaux au sein de cette nouvelle architecture démocratique.

L'Europe, c'est une exigence, celle de la démocratie politique, sociale et culturelle. C'est en la satisfaisant qu'elle assurera, parce qu'elle aura grandi, sa propre survie, en même temps que celle des États membres et de leur démocratie.

Références bibliographiques

- Ackermann Ulricke, *Das Schweigen der Mitte*, wbgTheiss, 2020
- Amlinger Caroli et Nachtwey Olivier, *Gekränkte Freiheit*, Suhrkamp, 2023
- Applebaum Anne, *Die Verlockung des Autoritären: Warum antidemokratische Herrschaft so populär geworden ist* - Siedler Verlag, 2021
- Arendt Hannah, *Wahrheit und Politik*, München, 2017
- Beck Ulrich, Beck-Gernsheim Elisabeth, *Individualization: Institutionalized Individualism and its Social and Political Consequences*, SAGE, 2001
- Beck Ulrich, *Die Erfindung des Politischen. Zu einer Theorie reflexiver Modernisierung*, Suhrkamp, 1993
- Beck Ulrich, *Risikogesellschaft. Auf dem Weg in eine andere Moderne*, Suhrkamp, 1986
- Béji Hélé, *Equivalence des cultures et tyrannie des identités*, Esprit, janvier 1997
- Bélit Marc, *Fragments d'un discours culturel*, Séguier, 2003
- Benoist Jean-Marie, *Facettes de l'identité*, in *l'Identité* dir. Claude Lévy-Strauss, Paris, 1977
- Berger Laurent, Viard Jean, *Pour une société du compromis*, L'aube, 2024
- Berstein Serge, *Les cultures politiques en France*, Seuil, Paris, 1999
- Bobbio Noberto, *Libéralisme et démocratie*, Editions de Cerf, Paris, 1996
- Bourdieu Pierre, *Ce que parler veut dire*, Fayard, Paris, 1997
- Bourmaud Daniel, *La crise de la démocratie ou l'impossible réforme de la Ve République*, Presses de l'Université Toulouse Capitole, 2007
- Brenet David, *L'intelligence artificielle expliquée, Des concepts de base aux applications avancées de l'IA*, éditions ENI, 2024
- Bruno Rémond, *De la démocratie locale en Europe*, Presses de Sciences Po, 2001
- Cappé Olivier, Marc Claire, *Tout comprendre (ou presque) sur l'intelligence artificielle*, CNRS, 2025
- Centlivres Pierre, *Appartenance régionale et processus identitaire*, in *Identité* dir. M. Bassand, Saint-Saphorin, Suisse, 1981.
- Chauvel L, Lambert A, Merllie D, Milewski F, *Les mutations de la société française, Les grandes questions économiques et sociales II*, La Découverte, 2019
- Citron Suzanne, *Histoire de France, Mythes et réalités*, Editions Erès, Toulouse, 1995
- Citron Suzanne, *Mes lignes de démarcation, Croyances, utopies, engagements*, Syllepse, Paris, 2003
- Clément Ambroise, *La crise économique et sociale en France et en Europe*, BNF, 2018
- Colombani Jean-Marie, *Les Infortunes de la République*, Grasset, Paris, 2000
- Cuche Denys, *La notion de culture dans les sciences sociales*, La Découverte, Paris, 2001
- Cypel Axel, *Voyage au bout de l'IA : Ce qu'il faut savoir sur l'intelligence artificielle* Edité par De Boeck

⁵⁴ Concept emprunté à Jürgen Habermas. Dans son idée de l'Europe, le citoyen est à la fois citoyen de l'État-nation membre et de l'Union européenne. Ces deux rôles du citoyen ont leur importance institutionnelle au sein de l'entité commune. Au niveau européen, le citoyen doit pouvoir former son jugement et décider politiquement, à la fois en tant que citoyen de l'UE et citoyen des États-nations : tout citoyen prend part aux processus de formation de la volonté et de l'opinion européennes, non seulement en tant qu'Européen qui peut, de manière autonome et à titre individuel, dire « oui » ou « non », mais aussi en tant que ressortissant d'une nation déterminée.

supérieur. Louvain-La-Neuve (Belgique) – 2023

Delpérée Francis, *Le fédéralisme en Europe*, PUF, Paris, 2000

Dieckhoff Alain, *La nation dans tous ses Etats, Les identités nationales en mouvement*, Flammarion, Paris, 2000

Dubar Claude, *La crise des identités, Le lien social/PUF*, Paris, 2001

Ducomte Jean-Michel in *Conseils philosophiques aux hommes politiques et à ceux qui les élisent*, Milan, 2003.

Duverger Maurice, *Le système politique français*, PUF, 1996

Eco Umberto, *Postmodernismus, Ironie und Vergnügen*, In Wolfgang Iser, *Wege aus der Moderne: Schlüsseltexte der Postmoderne-Diskussion*. Berlin, Boston: De Gruyter. pp. 75-78 (1994)

Elias Norbert, *La civilisation des mœurs*, traduction française, Calmann-Lévy, Paris, 1973

Fassin Didier (direction), *La Société qui vient*, Seuil, 2022

Fenet Alain, *La France, nation ethnique, Du droit du travail aux droits de l'homme*, PUR, Rennes, 2003

Giordan Henri in *Le temps du pluriel*, Editions de l'Aube, La Tour d'Aigues, 1999

Guénon René, *Die Krise der modernen Welt*, Matthes & Seitz Berlin, 2020

Guomar Jean-Yves, *La nation entre l'histoire et la raison, La Découverte*, Paris, 1990

Habermas Jürgen, *Après l'État-nation*, Fayard, Paris, 2000

Habermas Jürgen, *Ein neuer Strukturwandel der Öffentlichkeit und die deliberative Politik*, Berlin, 2023

Habermas Jürgen, *L'Ethique de la discussion et la question de la liberté*, Grasset, Paris, 2003.

Habermas Jürgen, *L'intégration républicaine. Essais de théorie politique*, Librairie Arthème Fayard, Paris, 1998

Habermas Jürgen, *Zur Verfassung Europas*, Berlin, Suhrkamp, 2011

Hartog François, *Régimes d'historicité, Présentisme et expériences du temps*, Paris, 2003

Heinich Nathalie, *Le wokisme serait-il un totalitarisme ?* », Albin Michel, 2023

Héraud Guy, *Peuples et langues d'Europe*, Denoël, Paris, 1968

Höffe Otfried, *Demokratie im Zeitalter der Globalisierung*, Verlag C.H. Beck, München, 1999

Hopkin Jonathan, *Anti-System-Politik: Die Krise des Marktliberalismus in reichen Demokratien*, Oxford University Press, April 2020

https://fr.wikipedia.org/wiki/Cancel_culture#:~:text=Terminologie-,%C3%89tymologie,pour%20ainsi%20dire%20%C2%AB%20annul%C3%A9%20%C2%BB.

<https://nopic.fr/ia-dangers/> ;

<https://www.blaetter.de/ausgabe/2023/februar/libertaer-und-autoritaer>

<https://www.causeur.fr/niveau-baisse-francoise-bonardel-ecole-philosophie-166777>

<https://www.derstandard.at/story/2000096823902/antiliberalismusdas-weltbild-der-rechtspopulisten>

<https://www.deutschlandfunk.de/das-ich-regiert-auf-kosten-der-gemeinschaft-100.html>

https://www.europarl.europa.eu/pdfs/news/expert/2020/9/story/20200918STO87404/20200918STO87404_fr.pdf

<https://cloud.google.com/learn/what-is-artificial-intelligence?hl=fr> ;

https://fr.wikipedia.org/wiki/Intelligence_artificielle ;

<https://www.europarl.europa.eu/topics/fr/article/20200827STO85804/intelligence-artificielle-definition-et-utilisation> ;

<https://www.marianne.net/agora/humeurs/l-extinction-de-la-culture-generale>

https://www.netapp.com/fr/artificial-intelligence/what-is-artificial-intelligence/?utm_source ;

<https://www.cnil.fr/fr/intelligence-artificielle/intelligence-artificielle-de-quoi-parle-t-on> ;

<https://www.lacreme.ai/post/les-avantages-et-inconvenients-de-lintelligence-artificielle> ;

<https://advalians.fr/glossaire/medias-numeriques> ; <https://www.lafrenchcom.fr/medias-numeriques-vs-medias-traditionnels-en-periode-de-crise/> ; <https://www.unesco.org/mil4teachers/fr/module12> ;

https://www.cem.ulaval.ca/publics/portraits_sectoriels/medias-numeriques/

<https://www.odatis-ocean.fr/actualites/historique-et-dangers-de-lia>

<https://www.stuttgarter-nachrichten.de/inhalt.cancel-culture-mhsd.94d7459f-6f15-4323-bc6c-c6b758105099.html>

Kemptoner Klaus (Hg.), Martina Engelbrecht (Hg.), *Krise(n) der Moderne*, Universitätsverlag Winter, Heidelberg, 2021

Klein Pierre, *La République à l'épreuve de la démocratie, démocratiser la République, moderniser la démocratie*, ID l'édition, 2025

Knapp Balaie, *La Suisse*, PUF, Paris, 1987

Kristeva Julia, *Etrangers à nous-mêmes*, Folio/Gallimard, Paris, 1998

Laclau Ernest, *La guerre des identités. Grammaire de l'émancipation, La découverte/M.A.U.S.S.*, Paris, 2000.

Lanfer Jens, Vogel Tobias, *Zeitverhältnisse und die Krise der modernen Gesellschaft*, Zeitschrift diskurs, 2019

Le Bras H. et E. Todd E., *L'Invention de la France*, Le Livre de poche, 1981

Lenzen Manuela, *Künstliche Intelligenz*, CH BECK Verlag GmbH & Co.KG, 2024

Mairet Gérard, *Le principe de souveraineté*, Gallimard, Paris, 1997

Maisonneuve Jean, *La psychologie sociale*, PUF, Paris, 1998

Mannheim Karl, Mensch und Gesellschaft im Zeitalter des Umbaus, Darmstadt, 1958
 Manuela Lenzen Künstliche Intelligenz: Was Sie Kann & Was Uns erwartet, Ch. Beck, 2018
 Mény Yves, Le système politique français, LGDJ, 2018
 Morin Chloé, Désalignée, L'Observatoire, 2025
 Morin Edgar, Introduction à une politique de l'homme, Seuil, Paris, 1999
 Müller Hans-Peter, Krise und Kritik, Klassiker der soziologischen Zeitdiagnose, suhrkamp taschenbuch wissenschaft, 2021
 Nina Fasciaux, Mal entendu, les Français, les médias et la démocratie, Payot, 2025
 Plasseraud Yves, L'identité, Montchrestien, Paris, 2000
 Plenel Edwy, La Découverte du monde, Stock, Paris, 2003
 Portier Nicolas, Les communautés, une question posée à la France, L'Âge d'Homme, Lausanne, 2002
 Rémond Bruno, De la démocratie locale en Europe, Presses de Sciences Po, 2001
 Renan Ernest, Qu'est-ce qu'une nation ? Conférence faite en Sorbonne le 11/3/1882
 Rieffel Rémy, La défiance des Français à l'égard des médias, La Documentation française, 2023
 Rioux JP, La Popularité de L'histoire, in L'histoire en France, Paris, La Découverte, 1990
 Rousseau Jean-Jacques, Œuvres complètes, La Pléiade, 1969
 Schieritz Mark, Zu dumm für die Demokratie, Droemer, 2025
 Strugl Mag. Michael, Gesellschaft Im Umbruch: Chancen und Herausforderungen Zwischen Wandel und Kontinuität, Trauner Verlag 2012
 Sutter Tilmann Massenkommunikation, Interaktion und soziales Handeln |, Westdeutscher Verlag, 2012
 Sutter Tilmann, Medienanalyse und Medienkritik: Forschungsfelder einer konstruktivistischen Soziologie der Medien (German Edition), VS Verlag für Sozialwissenschaften, 2010
 Thiesse Anne-Marie, La fabrication culturelle des nations européennes in Sciences Humaines n° 110
 Tocqueville (de) Alexis, De la démocratie en Amérique, Folio, 1986
 Touraine Alain, Pourrions-nous vivre ensemble ? Egaux et différents, Fayard, Paris, 1998
 Vester Heinz-Günter, Modernismus und Postmodernismus Intellektuelle Spielereien? Nomos Verlagsgesellschaft mbH, 1985
 Vincent Jean-Marie, Quand la politique n'est plus une manifestation interne de la souveraineté, in Fractures de l'État-nation, sous la direction de Noëlle Burgi, Kimé, Paris, 1994
 Vivenza Jean-Marc, Les communautés, une question posée à la France, Michel Michel (Dir.), L'Âge d'Homme, Lausanne, 2002.
 Walter D. Mignolo et Catherine E. Walsh, On Decoloniality: Concepts, Analytics, Praxis, Durham et Londres, Duke University Press, 2018
 Welsch Wolfgang, Unsere postmoderne Moderne. Berlin, De Gruyter Akademie Forschung, 2012
 Wilhelm Heitmeyer, Was treibt Die Gesellschaft Auseinander? : Bundesrepublik Deutschland: auf dem Weg von der Konsens- zur Konfliktgesellschaft, Suhrkamp, 2004
 Wolton Thierry, La fin des nations, Plon, Paris, 2002
 Zarka Yves Charles, Figures du pouvoir, Puf, Paris, 2001
 Zima Peter v, Modern/Postmodern, UTB, Stuttgart, 2001

Image de première de couverture : By Rino Porrovecchio from Palermo, Italy - Abstract#13, CC BY-SA 2.0, <https://commons.wikimedia.org/w/index.php?curid=75563316>

Pierre Klein : les publications les plus récentes / *die neuesten Veröffentlichungen*

- **Histoire politique de l'Alsace : repères historiques/Politische Geschichte des Elsass: historische Bezugspunkte**, Pierre Klein, ID l'édition, Bernardswiller, 2020
- **Histoire linguistique de l'Alsace: repères linguistiques/Elsässische Sprachgeschichte: sprachliche Bezugspunkte**, Pierre Klein, Bernardswiller, 2021
- **Perspectives pour le bilinguisme en Alsace/Perspektiven für die Zweisprachigkeit im Elsass**, Pierre Klein-FAB, ID l'édition, Bernardswiller, 2022 (épuisé/vergriffen)
- **Actes du colloque de l'ICA, Région, Régionalisation, Régionalisme**, dir. Pierre Klein, ID l'édition, Bernardswiller, 2021 (épuisé/vergriffen)
- **Histoire culturelle de l'Alsace : repères culturels/Kulturelle Geschichte des Elsass: kulturelle Bezugspunkte**, Pierre Klein, ID l'édition, Bernardswiller, Bernardswiller, 2022
- **Bilinguisme d'Alsace, des causes du déclin aux conditions d'un renouveau-Eine Zukunft für die Zweisprachigkeit im Elsass ?** dir. Pierre Klein, ID l'édition, Bernardswiller, Bernardswiller, 2022 (épuisé/vergriffen)
- **Les Rencontres de Strasbourg, Actes du colloque du 22-10-2021, La place des langues française et allemande dans le Rhin supérieur/Der Stellenwert der französischen und deutschen Sprache am Oberrhein**, dir. Pierre Klein, Editions Coollibri, 2022 (épuisé/ vergriffen)
- **Histoire rhénane de l'Alsace : éléments historiques de culture commune dans le Rhin supérieur/Geschichte des rheinischen Elsass : historische Elemente einer gemeinsamen Kultur am Oberrhein**, Pierre Klein, ID l'édition, Bernardswiller, Bernardswiller, 2023
- **Identité alsacienne : un renouveau politique pour une renaissance culturelle**, Pierre Klein, **Elsass Journal spécial**, Coollibri, Toulouse, 2023 (*enthält Texte in deutscher Sprache*)
- **Langue régionale d'Alsace : un passé méconnu, un présent imparfait, un futur incertain**, Pierre Klein, **Elsass Journal spécial**, Coollibri, Toulouse, 2023 (*enthält Texte in deutscher Sprache*)
- **Recueil 10 ans de FAB-VZE**, dir. Pierre Klein, Coollibri, Toulouse, 2024 (*enthält Texte in deutscher Sprache*)
- **Recueil 15 ans d'ICA**, dir. Pierre Klein, Coollibri, Toulouse, 2024 (*enthält Texte in deutscher Sprache*)
- **Actes du colloque Identité – Politique et aménagement linguistiques** du 30 septembre 2023, dir. Pierre Klein, Editions Coollibri, 2024.
- **Actes du colloque Demain, l'Europe ?** du 18 novembre 2023, dir. Pierre Klein, Editions Coollibri, 2024 (*enthält Texte in deutscher Sprache*)
- **La fédération et ses membres se présentent/Der Verband und seine Mitglieder stellen sich vor**, dir. Pierre Klein, brochure, 2024
- **Définition de la langue régionale, Points de vue et compléments analytiques, Definition der Regionalsprache, Standpunkte und analytische Ergänzungen** Pierre Klein, brochure, 2025
- **Mais qu'est-ce que l'Alsace au juste, les huit identités de l'Alsace/Aber was ist denn nun das Elsass, Die acht Identitäten des Elsass**, Pierre Klein, brochure, 2025
- **La République à l'épreuve de la démocratie, démocratiser la République, moderniser la démocratie**, Pierre Klein, ID l'édition, Bernardswiller, Bernardswiller, 2025, réédition Collibri 2025
- **Identité alsacienne : Rhéanité versus francité/Identität des Elsass:Rheinischkeit versus Französisität**, Pierre Klein, ID l'édition, Bernardswiller, Bernardswiller, 2025
- **Langue alsacienne versus langue allemande ? Elsässische Sprache versus deutsche Sprache ?** Pierre Klein, brochure, 2025
- **Actes du colloque Langue et culture régionales : comment font les autres ?** dir. Pierre Klein, Editions Coollibri, 2025
- **Actes du colloque La démocratie, en général, et française, en particulier**, dir. Pierre Klein, Editions Coollibri, 2026

Un certain nombre de ces ouvrages peuvent être lus à partir des sites www.fab.alsace et www.ica.alsace où ils sont implantés. *Eine Reihe dieser Werke kann von den Websites www.fab.alsace und www.ica.alsace aus gelesen werden, auf denen sie angesiedelt sind.*



Bulletin d'adhésion

J'adhère aux principes énoncés par l'ICA et demande à en devenir membre.

Nom : Prénom :

Adresse postale :

Adresse électronique : Tél. :

A : Le : Signature :

Cotisation de base 20€ (chèque à l'ordre de Initiative citoyenne alsacienne)

Pour payer la cotisation, il est aussi possible d'utiliser le lien suivant :

<https://www.payassociation.fr/ica/cotisations>

et pour faire un don : <https://www.payassociation.fr/ica/cotisations>

Adresse mail : president@ica.alsace

ALSACE AGONIE !

